

Nelly GARNIER

# ALLÔ MAMAN BOBO (2)

## L'ÉLECTORAT URBAIN, DE LA GENTRIFICATION AU DÉSENCHEMENT

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Juillet 2019





FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

[fondapol.org](http://fondapol.org)



ALLÔ MAMAN BOBO (2)  
L'ÉLECTORAT URBAIN,  
DE LA GENTRIFICATION  
AU DÉSENCHANTEMENT

Nelly GARNIER

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

La Fondation pour l'innovation politique  
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

## FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

*Un think tank libéral, progressiste et européen*

La Fondation pour l'innovation politique offre un **espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange** tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au **pluralisme de la pensée** et au renouvellement du **débat public** dans une **perspective libérale, progressiste et européenne**. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la **croissance économique**, **l'écologie**, les **valeurs** et le **numérique**.

Le site [fondapol.org](http://fondapol.org) met à disposition du public la totalité de ses travaux. La plateforme « **Data.fondapol** » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

De même, dans la ligne éditoriale de la Fondation, le média « **Anthropotechnie** » entend explorer les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme/machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

Par ailleurs, le média « **Trop Libre** » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « **Trop Libre** » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

# SOMMAIRE

<b>I. QUELLE RÉALITÉ SOCIODÉMOGRAPHIQUE ?</b> .....	9
<b>II. QUELLE RÉALITÉ ÉLECTORALE ?</b> .....	22
<b>1. Les caractéristiques communes aux votes métropolitains</b> .....	22
a. Une préférence pour les « partis de gouvernement » .....	22
b. Un engouement limité pour l'extrême droite .....	26
c. Une sensibilité accrue aux enjeux écologiques .....	28
<b>2. Les enjeux majeurs des élections municipales métropolitaines</b> .....	28
a. Mobilité .....	30
b. Transparence de la gestion publique .....	31
c. Sécurité .....	31
<b>3. Y a-t-il encore un espace pour une droite urbaine indépendante de LREM ?</b> .....	32

# RÉSUMÉ

L'habitant des métropoles nourrit tant de fantasmes politiques qu'on ne sait plus quels traits lui donner. Est-il cet intellectuel de gauche assis à la terrasse du Flore ou ce *hipster* barbu et vegan qui se rend chaque matin dans son espace de coworking ? Les familles ont-elles réellement déserté les centres urbains ? Qui sont ces Français qui s'accrochent coûte que coûte à l'hypercentre ? Sont-ils unanimement acquis aux valeurs de la gauche et du progressisme au point qu'il convient pour certains partis d'abandonner les villes ? Pour répondre à ces questions, il faut s'extraire des discours idéologiques pour revenir aux données objectives, sociodémographiques et électorales existantes. Les différentes infographies réalisées à partir de ces données dressent un portrait de l'habitant des métropoles bien différent des caricatures qui ont pu en être faites, notamment d'un point de vue électoral.

Si lors des bascules électorales de 2001 et 2008, le Parti socialiste a été vu comme le parti des grandes villes, aujourd'hui c'est LREM qui semble être le nouveau parti des métropolitains. Dans ce contexte, il convient de se demander s'il existe toujours un espace pour une droite urbaine indépendante de LREM. Nous verrons que c'est en amplifiant l'opposition ville/périphérie, gagnants/perdants de la mondialisation, progressistes/populistes, que l'UMP puis Les Républicains ont contribué à leur propre affaiblissement.



# ALLÔ MAMAN BOBO (2)

## L'ÉLECTORAT URBAIN, DE LA GENTRIFICATION AU DÉSENCHANTEMENT

**Nelly GARNIER**

Directrice associée chez Havas Paris.

### I. QUELLE RÉALITÉ SOCIODÉMOGRAPHIQUE ?

Existe-t-il un portrait-robot du métropolitain ? La question mérite d'être posée tant la vie peut sembler différente que l'on habite Paris, Marseille ou Toulouse. La première caractéristique que l'on peut noter en métropole concerne la structure de la population par classe d'âge. La part de jeunes adultes (15-44 ans) est plus importante dans les centres urbains et ce de manière encore plus marquée dans les quartiers gentrifiés du centre : on compte 46 % de jeunes adultes à Paris et 51 % dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, contre 37 % à l'échelle nationale. Toulouse, Strasbourg et Grenoble sont des villes jeunes composées pour moitié de jeunes adultes. La part des jeunes croît encore dans les quartiers retenus pour notre étude, avec 55 % de jeunes adultes dans le

quartier Chorier-Berriat (Grenoble), 64 % dans le quartier de la Krutenau (Strasbourg), 68 % dans le quartier de Saint-Cyprien (Toulouse). Comme pour l'ensemble des indicateurs retenus, Marseille fait exception dans sa globalité, avec seulement deux points de plus que la moyenne nationale, mais le quartier du Camas se situe dans une moyenne proche des autres quartiers étudiés, avec 47 % de jeunes adultes. Entre 1999 et 2015, la proportion de jeunes adultes dans les grandes villes est restée relativement stable – à l'exception des quartiers Chorier-Berriat, Krutenau et Saint-Cyprien, qui se sont fortement rajeunis avec l'arrivée d'une importante population étudiante –, mais cette stabilité est à mettre en regard avec le vieillissement de la population au niveau national (baisse de 5 points de la part de jeunes adultes entre 1999 et 2015).

#### Évolution de la part des 15-44 ans parmi la population totale de 1999 à 2015

COMMUNE / Quartier	1999			2015		
	Total population	Part des 15-44 ans (Nbre)	Part des 15-44 ans (%)	Total population	Part des 15-44 ans (Nbre)	Part des 15-44 ans (%)
PARIS	2 125 017	1 018 642	47,9	2 206 488	1 013 558	46
IX <sup>e</sup> arrondissement	55 783	27 678	49,6	59 408	29 981	51
BORDEAUX	215 277	110 322	51,2	249 712	129 970	52
Les Chartrons	27 839	13 199	47,4	37 493	18 859	50
MARSEILLE	796 525	332 714	41,8	861 635	335 269	38
Le Camas	33 672	15 093	44,8	37 229	17 220	46
TOULOUSE	390 174	207 982	53,3	471 941	252 945	53,6
Saint-Cyprien	4 152	2 559	61,6	4 608	3 133	68
STRASBOURG	263 682	133 019	50,4	277 270	133 722	48
Krutenau	11 115	6 743	33	11 585	7 402	64
GRENOBLE	153 531	78 589	51,2	160 649	80 490	50
Chorier-Berriat	21 790	12 439	28,8	25 023	13 784	55
FRANCE	60 144 251	25 465 523	42,3	66 190 280	24 467 398	37

Source : Insee 1999, 2015

Comme le fait remarquer le géographe Jacques Lévy, « une interprétation classique consisterait à évoquer les “cycles de vie” : les jeunes vivraient dans de petits appartements d'un centre riche en aménités urbaines, puis “fonderaient une famille” et partiraient dans les périphéries pour “avoir de l'espace” et se rapprocheraient du centre après le départ des enfants. Cette interprétation n'est pas totalement fausse, mais très partielle<sup>1</sup> ».

1. Jacques Lévy (dir.), *Atlas politique de la France. Les révolutions silencieuses de la société française*, Autrement, 2017, p. 25.

En effet, comme le note encore le géographe, s'il est vrai qu'il y a peu de ménages d'une personne dans le périurbain français, il existe des familles de centre-ville. Dans les villes et quartiers étudiés, la part des familles avec enfants parmi les ménages est plus faible qu'au niveau national, avec un écart souvent supérieur à 10 points.

#### Évolution de la part des familles avec enfant(s) parmi les ménages de 1999 à 2015

COMMUNE / Quartier	Part de familles (couples avec enfants, familles monoparentales) avec enfant(s) de moins de 24 ans			
	Nbre	%	Nbre	%
	1999		2015	
PARIS	244 514	22	290 037	25,4
IX <sup>e</sup> arrondissement	6 321	20,8	7 565	23,8
BORDEAUX	24 744	21,7	30 831	22,6
Les Chartrons	3 613	25,3	5 298	26,9
MARSEILLE	82 298	23,7	139 089	35,4
Le Camas	3 742	20	5 078	24,2
TOULOUSE	44 743	22,4	59 135	23,5
Saint-Cyprien	236	9	293	9,8
STRASBOURG	34 566	29,6	38 694	29,5
Krutenau	1 056	16	996	14
GRENOBLE	17 896	23,8	20 441	24,4
Chorier-Berriat	2 164	17,3	2 985	20,9
FRANCE	8 604 450	36	10 477 345	36

Source : Insee 1999, 2015

Cependant, la part des familles avec enfant(s) est en progression depuis quinze ans dans la quasi-totalité des territoires étudiés, alors qu'elle reste stable au niveau national. Parmi ces familles, ce sont les familles monoparentales qui progressent le plus fortement. Elles représentent entre 33 et 37 % des familles avec enfant(s) sur les six villes étudiées, contre 27 % à l'échelle nationale.

## Évolution de la part des familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) de 1999 à 2015

COMMUNE / Quartier	Part des familles monoparentales parmi les familles avec enfant(s) de moins de 24 ans			
	Nbre	%	Nbre	%
	1999		2015	
PARIS	63 080	26	94 592	32,6
IX <sup>e</sup> arrondissement	1 398	22	2 028	26,8
BORDEAUX	7 228	29,2	10 399	33,7
Les Chartrons	1 236	34	2 060	39
MARSEILLE	32 175	39	51 508	37
Le Camas	1 334	35,6	2 079	41
TOULOUSE	12 864	28,7	20 778	35
Saint-Cyprien	76	32	101	34,5
STRASBOURG	8 208	23,7	12 639	32,7
Krutenau	292	27,6	428	43
GRENOBLE	4 804	26,8	7 068	34,6
Chorier-Berriat	608	28	1 042	35
FRANCE	1 493 661	17,3	2 830 892	27

Source : Insee 1999, 2015

Outre ces caractéristiques en termes de structure de population, la métropole s'impose comme l'espace du capital culturel. La part de diplômés du supérieur parmi la population âgée de 15 ans et plus y est nettement plus élevée qu'à l'échelle nationale (28 %) : 59 % à Paris, 49 % à Bordeaux, 49 % à Toulouse, 46 % à Grenoble, 40 % à Strasbourg et 30 % à Marseille qui, une fois encore, est plus proche des tendances nationales que métropolitaines. La part des cadres et professions intellectuelles supérieures est aussi plus élevée dans les grandes villes : 25,5 % à Strasbourg, 29 % à Bordeaux, 31 % à Toulouse, 33 % à Grenoble contre 17 % à l'échelle nationale. Toutefois, c'est principalement Paris qui se distingue comme une ville de cadres, avec près de la moitié de sa population active composée de cadres et professions intellectuelles supérieures.

Enfin, il y a dans les centres urbains beaucoup moins de propriétaires de voitures et de résidences principales, ce que l'on peut considérer comme deux grands marqueurs de la propriété privée chers aux Français. La tendance à l'« abandon » de la voiture est particulièrement marquée à Paris, où seuls 36 % des ménages à l'échelle de la commune et 29 % à l'échelle du IX<sup>e</sup> arrondissement possèdent une voiture, contre 81 % à l'échelle nationale en 2015. En 2006, les Parisiens étaient 42 % à posséder une voiture. À l'échelle des autres villes

étudiées, l'écart avec la moyenne nationale est moins prononcé mais tend à s'accroître dans les quartiers centraux : ainsi, en 2015, 66 % des ménages du quartier des Chartrons possédaient une voiture, contre 70 % en 2006 ; 52 % du quartier du Camas, contre 60 % en 2006 ; 58 % du quartier Saint-Cyprien contre 63 % en 2006 ; 46 % du quartier Krutenau contre 50 % en 2006 ; et 62 % du quartier Chorier-Berriat contre 66 % en 2006. À un rythme rapide, la voiture tend à disparaître des villes.

Pour ce qui est du logement, la faible part de personnes propriétaires de leur résidence principale est moins une évolution qu'une constante. Sur les six villes étudiées, on constate un écart allant de 16 à 45 points par rapport à la moyenne nationale. Ainsi, alors que 60,5 % des Français sont propriétaires de leur résidence principale, ils ne sont que 28,8 % à Strasbourg, 34 % à Paris, 36,7 % à Toulouse, 36,8 % à Bordeaux, 40,2 % à Grenoble et 40,8 % à Marseille. La part de personnes locataires du parc social étant très variable selon les villes et les quartiers, les métropolitains sont donc avant tout des locataires du parc privé. Alors que pour un certain nombre de biens, on assiste au développement d'une logique d'usage accompagnée d'offres de partage ou de location, l'achat de la résidence principale conserve « une dimension statutaire et sécuritaire » inégalée. Selon une étude de 2015, l'achat représente pour les jeunes « avant tout une sécurité pour l'avenir » et « 35 % des jeunes achèteraient pour avoir toujours un logement (+ 6 points par rapport à 2014) et 36 % pour pouvoir constituer un capital et préparer l'avenir<sup>2</sup> ». Par conséquent, on peut donc considérer que les métropolitains ne sont pas moins désireux d'être propriétaires de leur logement, mais ils restent locataires soit parce que cela correspond à un cycle de leur vie – les études, l'entrée dans la vie active, la vie en couple sans enfants –, soit parce que l'accès à la propriété privée est plus difficile en ville.

2. Marie-Christine Sonkin, « Immobilier : la moitié des jeunes de 18-29 ans paie son loyer grâce aux aides sociales », lesechos.fr, 22 juin 2015 (<https://www.lesechos.fr/2015/06/immobilier-la-moitie-des-jeunes-de-18-29-ans-paie-son-loyer-grace-aux-aides-sociales-266664>).

Portrait-robot du métropolitain à l'échelle de la commune et des quartiers gentrifiés

	PARIS	IX <sup>e</sup> arrondissement	FRANCE
	46%	51%	37%
	25%	24%	36%
	59%	69%	28%
	47%	52%	17%
	34%	42,5%	60,5%
	36%	29%	81%

	BORDEAUX	Les Chartrons	FRANCE
	52%	50%	37%
	23%	27%	36%
	49%	44%	28%
	29%	21%	17%
	34%	23,4%	60,5%
	64%	66%	81%

	MARSEILLE	Camas	FRANCE
	39%	47%	37%
	35%	24%	36%
	30%	43%	28%
	18,5%	25%	17%
	44%	41%	60,5%
	68%	52%	81%



Part de jeunes adultes (population de 15-44 ans) parmi la population totale



Part de familles avec enfant(s) par rapport au nombre total de ménages



Part de diplômés de niveau supérieur parmi la population de 15 ans et plus



Part de cadres et professions intellectuelles supérieures parmi la population de 15 ans et plus à l'échelle de la commune et parmi la population active de 15 ans et plus à l'échelle du quartier



Part des personnes propriétaires de leur résidence principale parmi la population des résidences principales



Part de ménages disposant d'une voiture

Portrait-robot du métropolitain à l'échelle de la commune et des quartiers gentrifiés (suite)

	TOULOUSE	Saint-Cyprien	FRANCE
	54%	68%	37%
	23,5%	10%	36%
	49%	67%	28%
	31%	43%	17%
	37%	26%	60,5%
	70%	58%	81%

	STRASBOURG	Krutenau	FRANCE
	48%	64%	37%
	29,5%	14%	36%
	40%	55%	28%
	25,5%	34%	17%
	29%	15%	60,5%
	70%	46%	81%

	GRENOBLE	Chorier-Berriat	FRANCE
	50%	55%	37%
	21%	21%	36%
	46%	54%	28%
	33%	36%	17%
	40%	39%	60,5%
	64,5%	62%	81%



Part de jeunes adultes (population de 15-44 ans) parmi la population totale



Part de familles avec enfant(s) par rapport au nombre total de ménages



Part de diplômés de niveau supérieur parmi la population de 15 ans et plus



Part de cadres et professions intellectuelles supérieures parmi la population de 15 ans et plus à l'échelle de la commune et parmi la population active de 15 ans et plus à l'échelle du quartier



Part des personnes propriétaires de leur résidence principale parmi la population des résidences principales



Part de ménages disposant d'une voiture

*Bobos in Paradise*, le livre de David Brooks à l'origine de l'expression « bobo », est d'abord une satire des habitudes alimentaires et vestimentaires des élites intellectuelles et économiques de la côte Est américaine<sup>3</sup>. Déjà, comme de nos jours, le bobo de Brooks se distinguait notamment par sa manière de consommer le café. Au début des années 2000, David Brooks le décrit comme privilégiant l'expresso et le cappuccino à l'americano. Un peu plus tard, il sera décrit comme un adepte du café latte décoré d'une feuille ou d'un cœur, puis des cafés grands crus dont il apprend à apprécier l'acidité. Comme l'expriment justement les journalistes Laure Watrin et Thomas Legrand : « Il n'y a pas de bobos, il n'y a que de la boboïtude<sup>4</sup>. »

Plus généralement, la boboïsation d'un quartier est avant tout perçue par l'évolution de son tissu commercial – bars, restaurants, magasins de mode, *concept stores*, barbiers... Dans les guides de voyage, ce tissu commercial, symbole d'une urbanité branchée, devient un objet de visite à part entière. En témoigne par exemple la description du quartier de la Krutenau, à Strasbourg, sur le site Internet du guide de voyage Lonely Planet : « Située à deux pas du campus universitaire, la “Krut” est le repaire des étudiants et des jeunes couples, attirés par son ambiance arty. La vie y suit un cours paisible, à deux pas du centre historique, et, le soir, les animations sont légion. Flânez de place en place, faites du shopping rues Sainte-Madeleine et des Bouchers, allez voir une exposition au CEAAC ou à la Chaufferie et passez la soirée dans un de ses nombreux bistros. 100 % strasbourgeois<sup>5</sup>. » Un site marseillais nous invite quant à lui à découvrir le « cours Ju », « quartier vivant, ambiance conviviale et shopping 100 % marseillais » : « Le cours Julien est “le quartier bobo”, celui qui vous permettra de chiner tout en profitant du calme ! Ce quartier est le plus grand quartier en France dédié au *street art*. Laissez-vous porter par les rues de ce quartier haut en couleur. C'est un véritable esprit de quartier, une atmosphère que l'on apprécie, très atypique, surtout lorsque l'on tombe sur les fameux marchés du quartier : marché de la plaine, marché paysan, marché des créateurs, marché bio, etc.<sup>6</sup> »

Le métropolitain est d'abord défini par son *lifestyle*, c'est-à-dire son mode de vie. Le *lifestyle* métropolitain présente trois caractéristiques principales : il constitue d'abord un choix résidentiel centré sur la recherche d'une offre de services la plus riche possible ; il traduit ensuite une forme de sociabilité particulière qui associe, d'une part, désir de brassage et de mixité, et, d'autre part, une forme d'entre-soi ; il répond enfin au souhait d'un positionnement

3. David Brooks, *Bobos in Paradise. The New Upper Class and How They Got There*, Simon and Schuster, 2000.

4. Laure Watrin et Thomas Legrand, *La République bobo*, Stock, 2014, p. 135.

5. Vincent Froelhy, « La Krutenau et l'Esplanade », lonelyplanet.fr, 26 janvier 2017 [www.lonelyplanet.fr/destinations/france/strasbourg/villes-et-regions/la-krutenau-et-lesplanade].

6. « La Plaine/Cours Julien », marseilletourisme.fr, s.d. [www.marseilletourisme.fr/fr/que-faire/shopping/plaine-cours-julien/].

symbolique au centre de l'espace social. La centralité urbaine est d'abord recherchée pour son offre de services et d'équipements. Pour un même niveau de classe moyenne, on constate ainsi que certains ménages font le choix d'avoir tout à proximité, au détriment de la qualité du logement à proprement parler : ce sont les urbains. D'autres font le choix de privilégier leur lieu de résidence avant d'avoir tout à proximité, ce sont les périurbains. C'est le constat fait par certains chercheurs, qui remarquent que, pour les classes moyennes, le choix d'habiter dans le centre ou en périphérie ne résulte pas uniquement d'arbitrages économiques : « Une large majorité des habitants des communes périurbaines, comme la majorité des Français, veut une maison. Certes, beaucoup désirent aussi la centralité et le meilleur moyen d'y accéder reste de résider au centre. La question est celle de l'arbitrage entre ces deux désirs : faut-il résider au centre ou en proche banlieue dans un appartement et se déplacer à pied ou en métro ou bien résider en périphérie plus ou moins proche dans une maison et se déplacer en voiture ou en RER ? Les Parisiens privilégient la première option, mais ce n'est pas sans concession<sup>7</sup> ». Ils notent ainsi que Paris compte un tiers de propriétaires, contre près de deux tiers pour la moyenne française. L'hypercentre est la promesse d'avoir tout à portée de main : commerces, offre culturelle, loisirs... Mais, avec l'arrivée d'un enfant, le monde des urbains se réoriente, pouvant les pousser vers la banlieue.

Vivre en centre-ville, c'est aussi rechercher une certaine forme de sociabilité. Au début des années 2000, un professeur d'urbanisme américain, Richard Florida, a défendu la thèse selon laquelle l'innovation économique était portée par une « classe créative » concentrée dans quelques métropoles<sup>8</sup>. Si la pertinence économique mais aussi sociologique – la « tolérance » étant l'un des principaux critères attachés à cette catégorie de population – de cette thèse a été remise en cause à de nombreuses reprises, force est de constater qu'il existe bien une concentration de la classe créative en centre urbain. On compte à Paris 11,5 % de ménages dont la personne de référence est rattachée à la catégorie 32 de l'Insee (regroupant les catégories 34 et 35 des « classes créatives »). Cette proportion est de 8,1 % à Bordeaux, 7,2 % à Toulouse, 7,9 % à Strasbourg, 7,8 % à Grenoble et 4,7 % à Marseille, contre 3,9 % à l'échelle nationale. Les « cadres créatifs » restent minoritaires par rapport à l'ensemble des actifs métropolitains mais représentent malgré tout souvent près d'un tiers des cadres métropolitains.

Pour le géographe Jacques Lévy, ceux qui font le choix de l'hypercentre ne sont donc pas uniquement guidés par des préoccupations d'ordre professionnel, mais aussi par la recherche d'« un type de vivre ensemble fait de diversité

7. Stéphanie Vermeersch, Lydie Launay et Éric Charmes, *Quitter Paris ? Les classes moyennes entre centres et périphéries*, Créaphis, 2019, pp. 96-97.

8. Richard Florida, *The Rise of the Creative Class, and How It's Transforming Work, Leisure, Community And Everyday Life*, Basic Books, 2002.

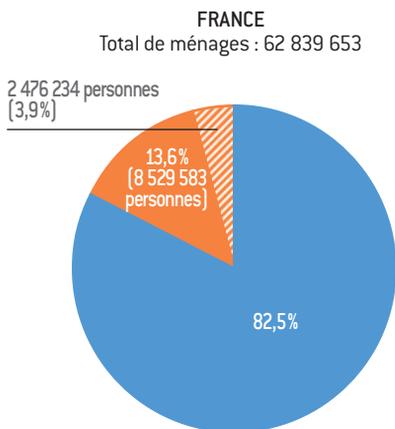
et de multiplication de liens, y compris de liens faibles<sup>9</sup> ». Reprenant le vocabulaire d'Henri Lefebvre, le géographe explique que « la ville ne se résume pas à une somme de marchandises et de services, mais qu'elle est surtout porteuse d'un capital symbolique et culturel fort. [...] Parce qu'elle multiplie les possibles, elle favorise la sérendipité qui est définie par le fait de trouver dans les environnements des éléments positifs que l'on ne cherchait pas spontanément<sup>10</sup> ». Autrement dit, la métropole porte intrinsèquement en elle une promesse d'ouverture des possibles, de par la mobilité, les rencontres et la vie culturelle et intellectuelle intense qu'elle offre. De ce fait, elle attire des types de population qui sont à la recherche de cet environnement pour des raisons personnelles – on monte à la capitale pour réaliser ses rêves – ou professionnelles. Les propos d'un jeune cadre suite à son départ de Paris témoignent bien de cette recherche, tout en soulignant la difficulté des métropoles régionales à offrir le même niveau de mixité : « À Paris, j'ai habité un temps rue du Faubourg-Saint-Denis [une voie commerçante et très métissée du X<sup>e</sup> arrondissement] et pratiqué la musique dans un studio de ce quartier, avec des gens d'origines diverses. Le Nord-Est parisien est un lieu de relative mixité socio-économique et de métissage culturel qui manque cruellement dans la grande majorité des centres-villes de province, et particulièrement à Strasbourg<sup>11</sup>. » Bien évidemment, la mixité est recherchée pour ses aspects positifs et sera décriée, comme vu dans la première partie de cette note, lorsqu'elle devient source de frictions communautaires. En outre, l'ouverture au monde apprécié dans les métropoles n'empêche pas des pratiques d'entre soi mais que l'on retrouve finalement dans tous les territoires.

9. Jacques Lévy [dir.], *Atlas politique de la France. Les révolutions silencieuses de la société française*, Autrement, 2017, p. 54.

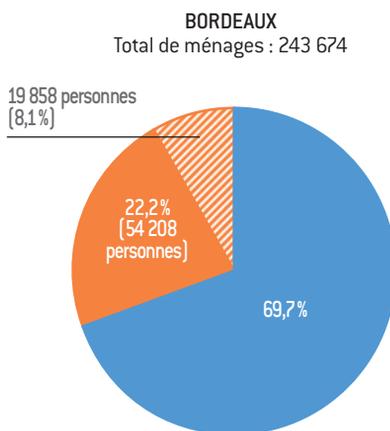
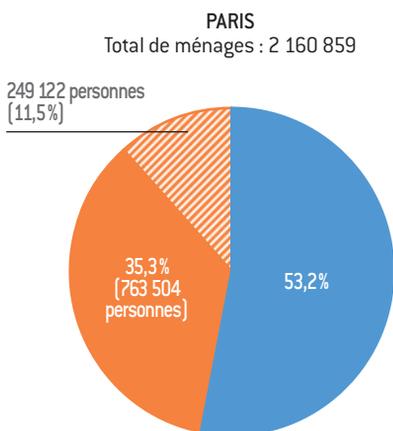
10. Jacques Lévy, Jean-Nicolas Fauchille et Ana Póvoas, *Théorie de la justice spatiale. Géographie du juste et de l'injuste*, Odile Jacob, 2018.

11. Cité par Oriane Raffin, in « Jeunes cadres : quitter Paris, oui, mais à quel prix ? », *Le Monde*, 18 mars 2019 [[https://www.lemonde.fr/campus/article/2019/03/18/jeunes-cadres-quitter-paris-oui-mais-a-quel-prix\\_5437836\\_4401467.html](https://www.lemonde.fr/campus/article/2019/03/18/jeunes-cadres-quitter-paris-oui-mais-a-quel-prix_5437836_4401467.html)].

**Part des ménages de cadres et de cadres dits de la « classe créative » parmi l'ensemble de la population des ménages**



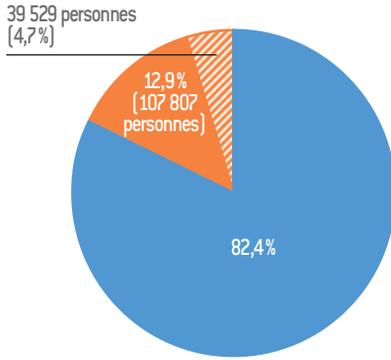
Lecture : la France compte 8 529 583 ménages dont la personne de référence est cadre ou de profession intellectuelle supérieure, ce qui correspond à 13,6% de la population française. Parmi ceux-ci, il y a 2 476 234 ménages dont la personne de référence est cadre de la fonction publique ou de profession intellectuelle et artistique. Cela représente 3,9% des ménages français.



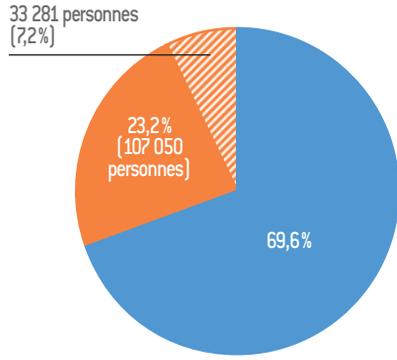
- Ménages dont la personne de référence est cadre ou de profession intellectuelle supérieure
- Ménages dont la personne de référence est cadre de la fonction publique ou de profession intellectuelle et artistique
- Autres ménages

Source : Insee 2015

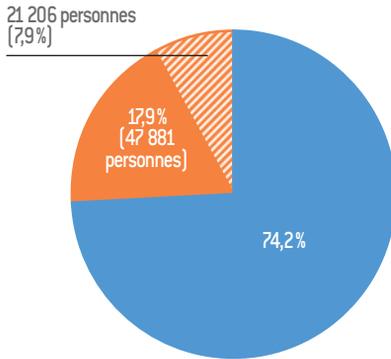
**MARSEILLE**  
Total de ménages : 837 958



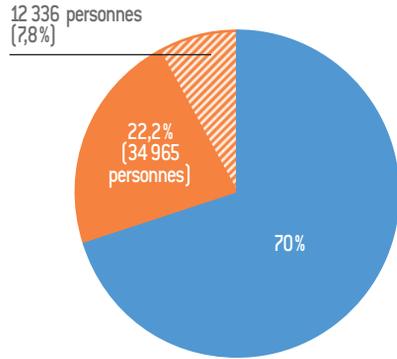
**TOULOUSE**  
Total de ménages : 461 336



**STRASBOURG**  
Total de ménages : 266 884



**GRENOBLE**  
Total de ménages : 157 704



- Ménages dont la personne de référence est cadre ou de profession intellectuelle supérieure
- ▨ Ménages dont la personne de référence est cadre de la fonction publique ou de profession intellectuelle et artistique
- Autres ménages

Source : Insee 2015

Enfin, l'hypercentre métropolitain offre un positionnement symbolique au centre de l'espace social. Être dans la métropole, c'est être « là où ça se passe » par opposition à la banlieue décrite comme un *no man's land*. Pouvoir associer avec une telle proximité des exigences variées et profiter à deux pas de chez soi de toutes les aménités qu'offre la métropole n'est pas seulement fonctionnel, c'est aussi un élément de valorisation, un vecteur de distinction sociale. Un autre jeune cadre ayant quitté Paris exprime bien cette bataille du centre, jugée valorisante bien que, ou parce que, difficile : « J'ai ressenti cette incroyable impression, que j'ai depuis partagée avec d'autres, de ne plus être là où ça se passe. Mais aussi ce sentiment d'avoir quitté une jungle assez rude, une jungle où l'on s'est plu à survivre<sup>12</sup>. » Le *lifestyle* sera une manière de se distinguer, par exemple, de ceux qui ne font pas le choix de la centralité urbaine, mais aussi une manière de se rattacher à un groupe, ceux qui font le choix de l'habitat métropolitain, avec une homogénéisation des modes de consommation au sein de ce même groupe.

Part des ménages de cadres et de cadres dits de la « classe créative » parmi l'ensemble de la population des ménages

Commune	Total Ménages	Part des ménages dont la personne de référence est cadre ou de professions intellectuelles supérieures		Part des ménages dont la personne de référence est cadre de la fonction publique, profession intellectuelle et artistique	
	Nbre	Nbre	%	Nbre	%
Paris	2 160 859	763 504	35,3	249 122	11,5
Bordeaux	243 674	54 208	22,2	19 858	8,1
Marseille	837 958	107 807	12,9	39 529	4,7
Toulouse	461 336	107 050	23,2	33 281	7,2
Strasbourg	266 884	47 881	17,9	21 206	7,9
Grenoble	157 704	34 965	22,2	12 336	7,8
France	62 839 653	8 529 583	13,6	2 476 234	3,9

Source : Insee 2015

12. *Ibid.*

## II. QUELLE RÉALITÉ ÉLECTORALE ?

### 1. Les caractéristiques communes aux votes métropolitains

« Vous vous demandez si vous n'allez pas raser votre barbe de trois jours depuis que Sarkozy fait pousser la sienne » : pour les journalistes Laure Watrin et Thomas Legrand, si vous vous reconnaissez dans cette assertion, c'est bien que vous êtes bobo<sup>13</sup>. Car voter à gauche ou vert et détester Nicolas Sarkozy sont des traits de « boboïtude » incontestables. Pourtant, c'est bien Nicolas Sarkozy qui arrive en tête au premier et au second tour de l'élection présidentielle de 2007 à Paris, avec respectivement 35,1 % et 50,2 % des voix contre 31,2 % et 53,1 % à l'échelle nationale. Les résultats sont très proches dans le IX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, où il obtient 35,3 % au premier tour et 50,7 % au second tour. À l'élection présidentielle de 2012, François Hollande se place en tête dans la capitale mais Nicolas Sarkozy réalise au premier tour un score plus élevé de 5 points à Paris que dans le pays : 32,2 % à Paris et 33,2 % dans le IX<sup>e</sup> arrondissement, contre 27,2 % sur toute la France. Dès lors, on peut se poser la question de savoir si est encore juste l'image d'un métropolitain anti-FN, trouvant la droite ringarde, ayant voté PS ou Verts au début des années 2000, puis ayant trouvé dans le macronisme la réconciliation tant attendue entre son libéralisme sur le plan économique et sur le plan des mœurs. Bien qu'elles s'inscrivent fortement dans la tendance nationale, les métropoles présentent néanmoins certaines caractéristiques électorales communes.

#### a. Une préférence pour les « partis de gouvernement »

La première caractéristique propre au vote métropolitain est de se porter plus fortement sur les forces centrales, ce que l'on appelle communément les « partis de gouvernement ». À l'élection présidentielle de 2007, Nicolas Sarkozy réalise au premier tour un score supérieur à la moyenne nationale dans quatre des six villes étudiées, à l'exception de Bordeaux, où le vote en faveur de Nicolas Sarkozy est légèrement inférieur à la moyenne et celui en faveur de François Bayrou légèrement supérieur, et de Grenoble, qui par ailleurs vote à 36,3 % pour Ségolène Royal dès le premier tour, contre 25,9 % au niveau national. Ségolène Royal obtient également des scores supérieurs à la moyenne nationale dans les six villes étudiées lors du premier tour de l'élection présidentielle du 2007. À l'issue du second tour, Nicolas Sarkozy arrive en tête à Paris (50,2 %), Strasbourg (51,1 %) et Marseille (55,7 %), quand Ségolène Royal se place devant Nicolas Sarkozy à Bordeaux (52,4 %), Toulouse (57,6 %) et Grenoble (58,1 %).

13. Laure Watrin et Thomas Legrand, *La République bobo*, p. 294.

Élection présidentielle de 2007 (candidats ayant obtenu un score supérieur ou égal à 5%)

	PARIS	BORDEAUX	MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	GRENOBLE	FRANCE
Premier tour							
Nicolas SARKOZY - UMP	35,1 %	30,8 %	34,3 %	36,2 %	31,3 %	26,8 %	31,2 %
Ségolène ROYAL - PS	31,8 %	31,4 %	27,1 %	26,8 %	29 %	36,3 %	25,9 %
François BAYROU - MoDem	20,7 %	22 %	14,1 %	19,2 %	22,4 %	19,7 %	18,6 %
Jean-Marie LE PEN - FN	< 5 %	5,4 %	13,4 %	6,4 %	8,1 %	5,6 %	10,4 %
Deuxième tour							
Nicolas SARKOZY - UMP	50,2 %	47,6 %	55,7 %	42,4 %	51,1 %	42 %	53,1 %
Ségolène ROYAL - PS	49,8 %	52,4 %	44,3 %	57,6 %	48,9 %	58,1 %	46,9 %

Source : ministère de l'Intérieur, France (interieur.gov.fr)

À l'élection présidentielle de 2012, François Hollande est en tête dans les six villes étudiées, obtenant des scores largement supérieurs au niveau national dans toutes ces villes, sauf à Marseille où il obtient 28,1 % des suffrages contre 28,6 % au niveau national. S'il arrive deuxième, Nicolas Sarkozy obtient malgré tout de meilleurs scores qu'au niveau national à Paris, Bordeaux et Strasbourg. Au second tour, François Hollande est premier à Marseille (50,8 %), Strasbourg (54,7 %), Paris (55,6 %), Bordeaux (57,2 %), Toulouse (62,5 %), et Grenoble (64,3 %), avec des scores souvent bien supérieurs à la moyenne nationale (51,6 %).

Élection présidentielle de 2012 (candidats ayant obtenu un score supérieur ou égal à 5%)

	PARIS	BORDEAUX	MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	GRENOBLE	FRANCE
Premier tour							
François HOLLANDE - PS	34,8 %	33,1 %	28,1 %	34,4 %	32,1 %	36,3 %	28,6 %
Nicolas SARKOZY - UMP	32,2 %	28,7 %	26,9 %	23,1 %	27,5 %	21,3 %	27,2 %
Jean-Luc MÉLENCHON - FG	11,1 %	12,2 %	13,8 %	15,9 %	11,4 %	15,4 %	11,1 %
François BAYROU - MoDem	9,3 %	10,9 %	5,5 %	9 %	10,4 %	8,3 %	9,1 %
Marine LE PEN - FN	6,2 %	8,2 %	21,2 %	10,3 %	11,9 %	10,9 %	17,9 %
Deuxième tour							
François HOLLANDE - PS	55,6 %	57,2 %	50,9 %	62,5 %	54,7 %	64,3 %	51,6 %
Nicolas SARKOZY - UMP	44,4 %	42,8 %	49,1 %	37,5 %	45,3 %	35,7 %	48,4 %

Source : ministère de l'Intérieur, France (interieur.gov.fr)

À l'élection présidentielle de 2017, Les Républicains et le Parti socialiste décrochent dans toute la France, mais souvent moins fortement en ville. François Fillon obtient ainsi 26,5 % des voix à Paris et 21,8 % à Bordeaux, contre 20 % au niveau national. À Marseille (19,8 %) et à Strasbourg (19,8 %), il reste proche de la moyenne nationale. De même, alors que le score du candidat PS tombe à 6,4 % au national, Benoît Hamon se maintient autour de 10 % à Paris, Bordeaux, Toulouse, Strasbourg et Grenoble.

**Élection présidentielle de 2017 (candidats ayant obtenu un score supérieur ou égal à 5%)**

	PARIS	BORDEAUX	MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	GRENOBLE	FRANCE
<b>Premier tour</b>							
Emmanuel MACRON - En marche !	34,8 %	31,3 %	20,4 %	27,3 %	27,8 %	28,6 %	24 %
François FILLON - LR	26,5 %	21,8 %	19,8 %	17,7 %	19,8 %	15,1 %	20 %
Jean-Luc MÉLENCHON - LFI	19,6 %	23,4 %	24,8 %	29,2 %	24,4 %	28,9 %	19,6 %
Marine LE PEN - FN	< 5 %	7,4 %	23,7 %	9,4 %	12,2 %	15,1 %	21,3 %
Benoît HAMON - PS	10,2 %	10,1 %	5,3 %	10,4 %	9,4 %	10,8 %	6,4 %
<b>Deuxième tour</b>							
Emmanuel MACRON - En marche !	89,7 %	85,9 %	64,4 %	83 %	81,2 %	82,7 %	66,1 %
Marine LE PEN - FN	10,3 %	14,1 %	35,6 %	17 %	18,8 %	17,3 %	33,9 %

Source : ministère de l'Intérieur, France (interieur.gov.fr)

L'analyse des résultats aux élections européennes révèle les mêmes tendances : en 2004 et 2009, la liste UMP obtient des scores supérieurs ou égaux à la moyenne nationale à Paris, Bordeaux, Marseille, Toulouse et Strasbourg. En 2014, elle conserve une avance de voix par rapport à la moyenne à Paris, Bordeaux et Marseille. Au cours de ces trois élections, on observe les mêmes tendances côté PS avec une présence forte de la gauche à Toulouse, Strasbourg et Grenoble. Lorsque la dynamique nationale a été en faveur des socialistes, le vote de gauche a été amplifié en ville. La dynamique est moins forte pour la droite mais cette dernière ne conserve pas moins de solides positions en ville, notamment à Paris, Bordeaux et Marseille. Au second tour de l'élection présidentielle de 2017 puis aux élections européennes de 2019, les voix des métropolitains se sont très largement portées sur Emmanuel Macron. Le positionnement particulièrement « central » du parti présidentiel a constitué un atout considérable dans son ancrage dans les métropoles.

## Résultats des élections européennes de 2004, 2009, 2014 et 2019

Élections européennes de 2004							
	PARIS	BORDEAUX	MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	GRENOBLE	FRANCE
Liste PS	26,9%	27,9%	30,9%	32,5%	31,2%	36,2%	28,9%
Liste UMP	21%	22%	17%	16,2%	19,4%	15,7%	16,6%
Liste UDF	13,1%	15,3%	8,9%	13,8%	14,8%	11,1%	12%
Les Verts	10,5%	12,8%	7,3%	14,4%	11,8%	14,5%	7,4%
FN	5,4%	5,9%	15%	6,8%	8%	6,2%	9,8%
DVD	5,4%	5,2%	< 5%	< 5%	< 5%	< 5%	6,7%
DVG	< 5%	< 5%	7%	5,1%	< 5%	< 5%	5,3%
Élections européennes de 2009							
	PARIS	BORDEAUX	MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	GRENOBLE	FRANCE
Liste UMP	30%	31,5%	27,9%	30,1%	27,8%	21,3%	27,9%
Les Verts	27,5%	22,3%	16,3%	22,1%	21%	29,1%	16,3%
Liste PS	14,7%	15%	15,9%	17%	23,4%	19%	16,5%
Modem	8,3%	9,3%	6,2%	7,5%	9,5%	7,5%	8,5%
FG	5,1%	6%	7,8%	7,9%	< 5%	6,9%	6,5%
FN	< 5%	< 5%	11,6%	< 5%	5,1%	< 5%	6,3%
LEXG	< 5%	< 5%	< 5%	5,2%	< 5%	< 5%	< 5%
Élections européennes de 2014							
	PARIS	BORDEAUX	MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	GRENOBLE	FRANCE
Liste UMP	22,6%	23,7%	24,9%	19,2%	19,2%	15,5%	20,8%
Liste PS	19,2%	16,1%	12,3%	18,4%	23,4%	18,7%	14%
EELV	13,8%	15,6%	8,8%	16,9%	12,8%	20,4%	9%
Liste UDI-Modem	12,5%	12,9%	5,7%	10%	12,1%	9,5%	9,9%
FN	9,3%	11,5%	30,3%	14,1%	14,6%	13,3%	24,9%
FG	5,8%	6%	8,2%	-	-	7,5%	6,6%
Nouvelle Donne	< 5%	< 5%	< 5%	< 5%	< 5%	6,2%	2,9%
Élections européennes de 2019							
	PARIS	BORDEAUX	MARSEILLE	TOULOUSE	STRASBOURG	GRENOBLE	FRANCE
Liste LREM/Modem	32,9%	29,5%	20,6%	24,6%	27,8%	24%	22,4%
EELV	19,9%	21,6%	13,7%	21,3%	20,7%	22,4%	13,5%
Liste LR	10,2%	9%	8,3%	7,4%	7,3%	6,3%	8,5%
PS-Place publique	8,2%	8,5%	5,2%	9,3%	7,7%	9,4%	6,2%
RN	7,2%	9,4%	26,3%	11,4%	12,8%	11,7%	23,3%
FI	5,3%	6,2%	8,2%	8,8%	6,9%	7,9%	6,3%
Génération.s	< 5%	< 5%	< 5%	< 5%	< 5%	5,3%	< 5%

Source : ministère de l'Intérieur, France (interieur.gov.fr)

## b. Un engouement limité pour l'extrême droite

Une deuxième caractéristique du vote métropolitain, liée à la première, est la faible pénétration du Front national en ville. Lors du second tour de l'élection présidentielle de 2017, à l'exception de Marseille où elle obtient 35,6 % des voix, Marine Le Pen est ainsi très largement devancée dans les six villes étudiées : Paris (10,3 %), Bordeaux (14,1 %), Toulouse (17 %), Grenoble (17,3 %) et Strasbourg (18,8 %). Cependant, le vote frontiste n'est pas inexistant en ville, comme le montrent les résultats aux élections européennes de 2014 : Paris (9,3 %), Bordeaux (11,5 %), Marseille (30,3 %), Toulouse (14,1 %), Strasbourg (14,6 %) et Grenoble (13,3 %). Dans plusieurs des villes étudiées, le Front national a été en capacité de se maintenir au second tour des élections municipales de 2014. C'est le cas à Marseille, Strasbourg, Grenoble.

On note généralement une concentration du vote frontiste dans les zones périphériques des grandes villes. À Toulouse, dans les trois bureaux de l'école Lespinasse, dans le quartier central de Saint-Cyprien, le Front national obtient ainsi 11,5 % au second tour de l'élection présidentielle de 2017. *A contrario*, les quatre bureaux de l'école Lalande, situés à l'extrême nord de Toulouse, ont voté à 27,2 % pour Marine Le Pen. À Paris, c'est dans les bureaux situés en bordure ou au-delà du périphérique que la candidate frontiste obtient ses meilleurs résultats. Dans le bureau 76 du XV<sup>e</sup> arrondissement, situé au-delà du périphérique, elle obtient 20,1 % des suffrages. Dans les bureaux 56 et 57 du XIV<sup>e</sup> arrondissement, situés entre le périphérique et le boulevard des Maréchaux, elle dépasse les 25 %. Dans le bureau 46 du XIII<sup>e</sup> arrondissement, elle obtient 25,7 % des voix. À l'inverse, dans le bureau 21 du V<sup>e</sup> arrondissement et le bureau 14 du IV<sup>e</sup> arrondissement, Marine Le Pen obtient des scores inférieurs à 6 %. Peu perméable au Front national, le vote métropolitain n'en est pas moins favorable à La France insoumise (LFI). Cela tient à la composition de l'électorat insoumis. En effet, si les électors de Jean-Luc Mélenchon et de Marine Le Pen se distinguent par leur faible niveau de patrimoine économique au regard des autres électors, ils se séparent sur le niveau de diplôme, les électors de LFI étant en moyenne plus diplômés.

## Résultats du second tour des élections municipales de 2001, 2008 et 2014

	2001		2008		2014	
<b>Paris</b>						
	Bertrand Delanoë-PS-PCF-PRG-MDC	49,6 %	Bertrand Delanoë-PS	57,7 %	Anne Hidalgo-PS-PCF-PRG	53,3 %
	Philippe Séguin-RPR-UDF-DL	36,2 %	Françoise de Panafieu-UMP	36,1 %	Nathalie Kosciusko-Morizet-UMP	44,1 %
	Jean Tiberi-DVD	12,3 %	-	-	-	-
<b>Bordeaux</b>						
Élections d'Alain Juppé (Union de droite) dès le 1 <sup>er</sup> tour sur ces trois scrutins						
<b>Marseille</b>						
	Jean-Claude Gaudin-DL-RPR	48,6 %	Jean-Claude Gaudin-UMP	50,4 %	Jean-Claude Gaudin-UMP	42,4 %
	René Olmeta-PS	39,2 %	Jean-Noël Guérini-PS	47,8 %	Stéphane Ravier-FN	26,5 %
	Bruno Mégret-MNR	12,2 %	Stéphane Ravier-FN	1,8 %	Patrick Mennucci-PS	31,1 %
<b>Toulouse</b>						
	Philippe Douste-Blazy-UDF	55,1 %	Pierre Cohen-PS	50,4 %	Jean-Luc Moudenc-LUD	52,1 %
	François Simon-PS	44,9 %	Jean-Luc Moudenc-UMP	49,6 %	Pierre Cohen-LUG	47,9 %
<b>Strasbourg</b>						
	Fabienne Keller-Union de la droite-UDF	50,9 %	Roland Ries-PS	58,3 %	Roland Ries-PS	47 %
	Catherine Trautmann-Gauche plurielle	40,4 %	Fabienne Keller-UMP	41,7 %	Fabienne Keller-UMP-MoDem	45 %
	Jean-Claude Petitdemange-Divers gauche	8,7 %	-	-	Jean-Luc Schaffhauser-FN	8 %
<b>Grenoble</b>						
	Michel Destot-PS	51 %	Michel Destot-PS	48 %	Éric Piolle-EELV	40 %
	Max Micoud-Union de la droite	49 %	Fabien de Sans-Nicolas-UMP	29,5 %	Jérôme Safar-Union de la gauche	27,5 %
	-	-	Maryvonne Boileau-EELV	22,5 %	Matthieu Chamussy-Union de la droite	24 %
	-	-	-	-	Mireille d'Ornano-Front national	8,5 %

Source : ministère de l'Intérieur, France (interieur.gov.fr)

Comme l'explique le chercheur en sciences politiques Luc Rouban, « le peuple qui vote pour Jean-Luc Mélenchon est donc un peuple diplômé et souvent déclassé, victime de la dévalorisation des diplômés<sup>14</sup> ». La description de cette population à fort capital culturel et faible capital économique rejoint le concept de « paubos », les « pauvres-bohèmes », souvent utilisé par le géographe Jacques Lévy pour désigner cette population à fort capital culturel et faible capital économique présente dans les centres métropolitains<sup>15</sup>.

### c. Une sensibilité accrue aux enjeux écologiques

Enfin, une troisième caractéristique du vote métropolitain se dessine dans l'importance du vote vert, notamment lors des élections municipales, régionales et européennes. À l'exception de Marseille, les villes étudiées accordent aux Verts des scores nettement supérieurs à la moyenne nationale. En 2009, la liste des Verts aux élections européennes obtient 29,1 % des suffrages à Grenoble, 27,5 % à Paris, 22,3 % à Bordeaux, 22,1 % à Toulouse, 21 % à Strasbourg, contre 16,3 % au niveau national. Aux élections européennes de 2014, l'ancrage des écologistes se confirme avec 12,8 % à Strasbourg, 13,8 % à Paris, 15,6 % à Bordeaux, 16,9 % à Toulouse et 20,4 % à Grenoble, contre 9 % au niveau national. Aux élections européennes de 2019, la liste des Verts obtient 19,9 % des suffrages à Paris, 22,4 % à Grenoble, 21,6 % à Bordeaux, 21,3 % à Toulouse, et 20,7 % à Strasbourg. Son score marseillais est proche de la moyenne nationale (13,7 % contre 13,5 % au niveau national), mais les écologistes obtiennent de bons scores dans les quartiers centraux, comme dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, avec 19,7 % des suffrages.

## 2. Les enjeux majeurs des élections municipales métropolitaines

Lors des bascules électorales de 2001 et 2008, le Parti socialiste a été perçu comme le parti des grandes villes. Une proximité sociologique entre l'électorat métropolitain, composé d'une forte proportion de salariés diplômés, et celle des adhérents socialistes a alors pu être mise en avant. Ainsi, en 2011, 54 % des adhérents du Parti socialiste étaient diplômés du supérieur, 38 % étaient cadres supérieurs et 11 % professeurs. On comptait 70 % d'hommes et seulement 23 % de moins de 40 ans. Les retraités représentaient 38 % des adhérents<sup>16</sup>. Toutefois, la surreprésentation des diplômés est davantage à rattacher à l'engagement partisan qu'au positionnement politique. Dans le cadre d'une

14. Luc Rouban, « Le peuple qui vote Mélenchon est-il le peuple ? », theconversation.com, 1<sup>er</sup> octobre 2017 [<https://theconversation.com/le-peuple-qui-vote-melenchon-est-il-le-peuple-84724>].

15. Jacques Lévy (dir.), Atlas politique de la France. Les révolutions silencieuses de la société française, Autrement, 2017, p. 54.

16. Voir Claude Dargent et Henri Rey, « Sociologie des adhérents socialistes. Rapport d'enquête », *Les Cahiers du Cevipof*, n° 59, décembre 2014 [[www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/cahier\\_59.pdf](http://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/cahier_59.pdf)].

enquête menée lors du congrès de l'UMP du 28 novembre 2004, il apparaissait en effet que 55 % des adhérents de l'UMP avaient un diplôme supérieur au bac<sup>17</sup>. L'étude en question faisait apparaître une structure partisane de l'UMP assez similaire à celle du PS, majoritairement masculine (68 % étaient des hommes) mais sensiblement rajeunie (30 % de moins de 40 ans), pour des raisons qui peuvent être dues aux conditions d'enquête (à l'occasion d'un congrès). Les différences étaient davantage à chercher du côté du secteur d'activité, avec 62 % de salariés du secteur privé parmi les adhérents de l'UMP contre 41 % du côté de ceux du PS (enquête 1997), et des pratiques religieuses (35 % de catholiques pratiquants du côté de l'UMP contre 12 % du côté du PS).

Une étude menée par *Terra Nova* sur la sociologie des adhérents de La République en marche fait pour sa part apparaître une proximité particulièrement forte entre les urbains et les adhérents : « Il en ressort que les marcheurs sont avant tout des hommes (68 %), sensiblement plus jeunes et plus urbains que la moyenne, avec un niveau de formation particulièrement élevé (80 % sont diplômés du supérieur). Les cadres et professions libérales y sont très majoritaires (60 %) ainsi que les actifs du secteur privé (71 %). Leurs revenus les situent dans la moitié haute de la société française. Au total, ils appartiennent aux classes moyennes urbaines supérieures et doivent d'abord leur sentiment de stabilité et de sécurité économique à leur fort capital culturel, une caractéristique qui résonne avec l'importance majeure qu'ils accordent à l'éducation, à la méritocratie et à l'effort<sup>18</sup>. » La République en marche se singularise aussi par la structure d'âge de ses adhérents (seuls 13 % ont plus de 65 ans) et sa polarisation sur les grandes aires urbaines : 70,2 % des adhérents résident dans les grandes aires urbaines, contre 57,7 % de la population. Près d'un adhérent sur six réside à Paris.

Une autre des particularités notables de LREM est d'être un mouvement né des grandes villes, puisque 40,9 % de marcheurs résidant dans les grandes aires urbaines de plus de 200 000 habitants ont adhéré au début du mouvement, lors de la période allant du lancement du mouvement, en avril 2016, au discours de la porte de Versailles, en décembre 2016. Au fur et à mesure que l'on progresse dans la vie du mouvement, les adhésions provenant de territoires moins urbains progressent et la structure du mouvement se rééquilibre. Toutefois, l'ADN de LREM est fondamentalement urbain. Cela a été particulièrement perceptible dans la symbolique adoptée par le mouvement dès sa naissance et reprenant les codes de l'entreprise privée : nombreux emprunts au vocabulaire managérial – les militants ont été dénommés *helpers* pendant la campagne présidentielle

17. Voir Florence Haegel, « La mobilisation partisane de droite. Les logiques organisationnelles et sociales d'adhésion à l'UMP », *Revue française de science politique*, vol. 59, n° 1, p. 7-27 [<https://spire.sciencespo.fr/hdl/2441/f0uohitsgqh8dhk97gmcic0rj/resources/2009-haegel-la-mobilisation-partisane-de-droite.pdf>].

18. Bruno Cautrès, Marc Lazar, Thierry Pech et Thomas Vitiello, « La République en marche : anatomie d'un mouvement », *Terra Nova*, octobre 2018, p. 5 [[http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/631/original/Rapport\\_Terra-Nova\\_La-REM-Anatomie-d-un-mouvement\\_081018.pdf?1539165766](http://tnova.fr/system/contents/files/000/001/631/original/Rapport_Terra-Nova_La-REM-Anatomie-d-un-mouvement_081018.pdf?1539165766)].

et, dans un tweet du 29 mars 2018, Emmanuel Macron a décrit la démocratie comme un système *bottom-up* –, entretiens d'évaluation annuels des ministres à l'été 2018, référence à la « start-up nation », etc. Si les métropolitains ont avant tout en commun un *lifestyle*, on peut dire que LREM s'est constitué comme un parti du *lifestyle* métropolitain.

Être le parti du *lifestyle* métropolitain constitue un terreau favorable mais est loin d'être suffisant pour la conquête de grandes villes. En effet, les scrutins passés montrent que les municipales se sont souvent jouées autour de deux facteurs : d'abord, la prime au sortant, accentuée par l'abstention croissante aux élections municipales et le poids des personnes âgées dans le vote ; ensuite, la capacité à saisir des problématiques émergentes. Sur ce dernier point, c'est avant tout le positionnement de leaders locaux qui a été déterminant.

Lors des élections 2001-2008, les scrutins se sont cristallisés autour de deux grandes problématiques émergentes, appréhendées, selon les villes, par la droite ou par la gauche : la mutation des mobilités et l'aspiration à davantage de transparence et de démocratie locale.

#### a. Mobilité

En 1995, les socialistes font tomber Jacques Dominati, maire UDF du III<sup>e</sup> arrondissement de Paris, qui ambitionnait de raser les vieilles halles du marché des Enfants-Rouges pour y construire un parking et avait dû faire face à une importante fronde des riverains. Cet exemple est symbolique d'une droite parisienne qui, à un moment de son histoire, a montré son décalage avec les aspirations nouvelles de la population métropolitaine en matière de mobilité. Pourtant, il faut rappeler que c'est Jean Tiberi (UMP) qui, en janvier 1996, avait présenté le premier « plan vélo » de la capitale et que c'est lui également qui, en 2000, avait lancé le projet de tramway sur le boulevard des Maréchaux. Ce n'est véritablement qu'après l'élection de Bertrand Delanoë, qui, dans le cadre de son accord d'entre-deux-tours avec les écologistes, adopte des positions très ambitieuses en matière de transformation des mobilités (objectif d'une diminution de moitié de la circulation automobile dans la capitale), que la droite parisienne fera de la critique de la politique anti-voitures de la gauche parisienne un axe fort de son positionnement. À l'inverse, à Bordeaux, Alain Juppé a été précurseur sur la question des mobilités en réussissant à imposer le tramway, alors que son prédécesseur, Jacques Chaban-Delmas, était attaché au projet de métro. Si la première élection d'Alain Juppé était probablement un vote de continuité, la transformation de la ville, permise par le tramway et associée à une réhabilitation d'ampleur des quais de la Garonne, a été un facteur déterminant dans ses réélections : élu avec 50,3 % des voix en 1995, puis 50,1 % en 2001, il améliore nettement sa performance en 2008 (56,6 %) et 2014 (61 %). À Strasbourg, le maire PS Roland Ries a également construit son ancrage local sur la question des mobilités. Pressenti à une époque pour

être ministre des Transports, il a fait de la transformation des mobilités dans sa ville une priorité, avec le développement du tramway (mis en service en 1994, quand il était adjoint aux transports de Catherine Trautman, puis sa prolongation lors de son mandat), des restrictions d'accès au centre-ville pour certains véhicules ou encore la mise en place d'importants plans piétons et vélos.

## b. Transparence de la gestion publique

La seconde problématique qui aura contribué soit à des bascules, soit à des ancrages locaux dans la première décennie des années 2000, est la prise en compte de l'aspiration d'une nouvelle population métropolitaine et éduquée vers une démocratie plus transparente, plus directe, plus participative. Bertrand Delanoë en fera un élément clé de sa campagne de 2001 : « Parmi ses trois priorités figure la mise en place d'une nouvelle culture démocratique, se "substituant aux pratiques opaques, clientélistes, technocratiques depuis 1977". Ainsi, la gauche propose de décentraliser plus de pouvoirs vers les maires d'arrondissement, en leur confiant la gestion des équipements de proximité, sans qu'une réforme du statut de Paris ne soit mentionnée. L'opposition sera invitée à siéger dans chaque commission d'appel d'offres de la ville, y compris celle des SEM<sup>19</sup>. » Traditionnellement, les exécutifs de gauche seront plus en pointe sur cette question : en 2011, le maire de Strasbourg a recours au référendum local sur la question de la réduction de la vitesse automobile en ville ; le programme d'Éric Piolle à Grenoble, en 2014, ne compte pas moins de vingt propositions pour « une démocratie renouvelée ». Toutefois, les grands principes d'une démocratie locale participative sont aujourd'hui étendus à la plupart des grandes villes : mise en place de conseil de quartiers à Bordeaux dès 1995, lancement des conseils citoyens à Marseille en 2015, système de commissions de quartier à Toulouse complété de la mise en place de « maires de quartier » en 2014 pour renforcer le lien entre les élus et les citoyens...

## c. Sécurité

À partir de 2014, émergent de nouvelles problématiques, qui sont à relier avec la notion de malaise urbain évoquée précédemment, notamment avec la thématique sécuritaire. À Paris, Nathalie Kosciusko-Morizet (UMP) en fait la priorité de son programme avec la création d'une police de quartier, le développement de la vidéo-protection, l'adoption d'arrêtés anti-mendicité et la création d'un baromètre parisien de la sécurité par arrondissement. En revanche, dans le programme de Françoise de Panafieu (UMP), en 2008, le volet sécurité n'arrivait qu'en troisième position et comportait peu de propositions, la priorité étant donnée au logement et à la propreté.

19. Dominique Chapuis, « Paris : Bertrand Delanoë présente son programme pour la mandature », lesechos.fr, 6 février 2001 ([www.lesechos.fr/2001/02/paris-bertrand-delanoe-presente-son-programme-pour-la-mandature-709420](http://www.lesechos.fr/2001/02/paris-bertrand-delanoe-presente-son-programme-pour-la-mandature-709420)).

À Toulouse, Jean-Luc Moudenc (UMP) a également fait de la sécurité l'axe fort de sa campagne de 2014 puis de son mandat, avec l'adoption de mesures très emblématiques : doublement du nombre de policiers municipaux sur le terrain, création d'une plateforme d'appel et d'intervention, signatures d'arrêtés contre les nuisances liées à la prostitution et d'un arrêté anti-alcool... Ce positionnement lui a notamment permis de devancer son adversaire socialiste dans les quartiers les plus excentrés à l'occasion des dernières municipales. Son bilan en matière de sécurité devrait également être un axe fort de sa prochaine campagne : selon un récent sondage, il arriverait largement en tête pour les prochaines municipales avec 36 % des voix au premier tour<sup>20</sup>. Enfin, le fait que la maire de Paris annonce en 2019 la création d'une police municipale, proposition portée par la droite depuis 2001 et jusqu'ici rejetée en bloc par la majorité de gauche, est bien le signe que même les exécutifs de gauche prennent conscience d'une aspiration croissante des métropolitains à davantage de sécurité.

### 3. Y a-t-il encore un espace pour une droite urbaine indépendante de LREM ?

Le choc provoqué par la bascule à gauche de nombreuses grandes villes lors des élections municipales de 2001 et 2008 a interrogé la droite sur sa capacité à s'adresser aux populations urbaines. D'élection en élection, il est en effet apparu que la droite restait forte auprès des populations déclinantes en ville – la bourgeoisie traditionnelle et les classes populaires –, tout en étant faible auprès des populations moteur de la gentrification. Ainsi a-t-elle pu apparaître à contre-courant de la mutation sociologique des métropoles. Cette évolution a été particulièrement perceptible à Paris où la droite est restée solidement ancrée dans les arrondissements bourgeois de l'ouest tout en déclinant dans l'est, où ni les nouvelles populations de gentrificateurs, ni les nouvelles couches populaires ne lui étaient favorables. De la même manière, la solidité de l'implantation de la droite à Marseille a constitué une confirmation « en miroir », puisqu'il s'agit d'une ville qui, sociologiquement, a évolué à contre-courant des autres métropoles françaises.

20. « Municipales 2020 à Toulouse : un sondage place Jean-Luc Moudenc largement en tête », ladepeche.fr, le 20 avril 2019 (<https://www.ladepeche.fr/2019/04/20/municipales-2020-a-toulouse-un-sondage-place-jean-luc-moudenc-largement-en-tete,8146253.php>).

Résultats des élections législatives de 2012 et 2017 des circonscriptions acquises à la droite en 2012

2012			2017		
	1 <sup>er</sup> tour	2 <sup>e</sup> tour		1 <sup>er</sup> tour	2 <sup>e</sup> tour
<b>PARIS</b>					
1 <sup>re</sup> circonscription					
Pierre Lellouche-UMP	41,3 %	53,2 %	Jean-François Legaret-LR	17,8 %	-
Claire Morel-PS	34,1 %	46,8 %	Sylvain Maillard-EM	50,8 %	-
2 <sup>e</sup> circonscription					
François Fillon-UMP	48,6 %	56,5 %	Nathalie Kosciusko-Morizet	18,1 %	45,5 %
Axel Kahn-DVG/PS	33,9 %	43,5 %	Gilles Le Gendre-EM	41,8 %	54,5 %
4 <sup>e</sup> circonscription					
Bernard Debré-UMP	45,1 %	100 %	Brigitte Kuster-LR	36,4 %	51,5 %
Brigitte Kuster-UMP dissident	23 %	-	Ilana Cicurel-EM	46 %	48,5 %
12 <sup>e</sup> circonscription					
Philippe Goujon-UMP	49,9 %	60,4 %	Philippe Goujon-UMP	29,8 %	43,6 %
Capucine Édou-PS	32,1 %	39,6 %	Olivia Grégoire-EM	47 %	56,4 %
13 <sup>e</sup> circonscription					
Jean-François Lamour-UMP	43,9 %	54,6 %	Jean-François Lamour-UMP	28,1 %	44 %
Gilles Alayrac-PRG / PS	34,4 %	45,4 %	Hugues Renson-EM	43,6 %	56 %
14 <sup>e</sup> circonscription					
Claude Goasguen-UMP	58,1 %	-	Claude Goasguen-UMP	38 %	52,4 %
Annie Novelli-PS	16,1 %	-	Valérie Bougault-Delage-EM	44,2 %	47,6 %
<b>BORDEAUX</b>					
Pas de circonscription à droite en 2012 et 2017					
<b>MARSEILLE</b>					
1 <sup>re</sup> circonscription					
Valérie Boyer-UMP	26,1 %	50,7 %	Valérie Boyer-UMP	24,7 %	55,1 %
Christophe Masse-PS	32 %	49,4 %	Pascal Chamassian-EM	29,4 %	44,9 %
2 <sup>e</sup> circonscription					
Dominique Tian-UMP	41,1 %	58,5 %	Dominique Tian-UMP	25,2 %	45,2 %
Jean-Pierre Mignard-PS	29 %	41,5 %	Claire Pitollat-EM	36,5 %	54,8 %
3 <sup>e</sup> circonscription					
Guy Teissier-UMP	37,1 %	42,5 %	Guy Teissier-UMP	25,7 %	53,5 %
Pierre Semeriva-EELV-PS	27,1 %	37,5 %	Éléonore Leprettre-MoDem	33,2 %	46,5 %
Laurent Comas-FN	22,7 %	20,1 %	-	-	-
<b>TOULOUSE</b>					
3 <sup>e</sup> circonscription					
Jean-Luc Moudenc-UMP	37 %	50,4 %	Laurence Arribagé-LR	22,3 %	47 %
François Simon-EELV	26,6 %	49,6 %	Corinne Vignon-EM	39,6 %	53 %
<b>STRASBOURG</b>					
Pas de circonscription à droite en 2012 et 2017					
<b>GRENOBLE</b>					
Pas de circonscription à droite en 2012 et 2017					

Source : ministère de l'Intérieur, France (interieur.gov.fr)

Les élections législatives de 2017 ont fait figure de nouveau traumatisme et renforcé la droite dans l'idée que sa place n'était plus dans les métropoles. Alors que les vingt premières villes françaises représentaient un potentiel électoral d'une soixantaine de députés, elles ne comptaient plus, à l'issue de ce scrutin, que dix députés élus sous l'étiquette LR, dont quatre l'ont été sans adversaire En marche ! et trois ont rejoint le groupe Agir à l'Assemblée nationale. À ce jour, il n'y a plus que deux députés LR à Paris, et un député Agir, contre six députés UMP sous la précédente mandature. À Toulouse, la candidate LR, Laurence Arribagé, a perdu la circonscription de Jean-Luc Moudenc. À Marseille, le député LR de la 2<sup>e</sup> circonscription des Bouches-du-Rhône, couvrant les 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> arrondissements de Marseille, Dominique Tian, a perdu sa circonscription au profit d'En Marche. Et même dans les circonscriptions qui ont finalement été remportées par la droite et qui lui étaient acquises de longue date, les candidats LR ont été mis en ballottage défavorable lors du premier tour : ainsi, dans la très symbolique 14<sup>e</sup> circonscription de Paris, couvrant le XVI<sup>e</sup> arrondissement, le député sortant Claude Goasguen, élu en 2012 dès le premier tour avec 58,1% des voix, a été largement devancé au premier tour des législatives de 2017 avec 38 % des voix contre 44,2 % pour la candidate En marche !

Enfin, le dernier point de décrochage des Républicains (LR) en ville a eu lieu lors des élections européennes de 2019. La République en marche (LREM) a réalisé une percée dans les grandes villes : + 10 points à Paris par rapport à la moyenne nationale ; + 7 points à Bordeaux ; + 5 points à Strasbourg. Le fait qu'un parti de gouvernement réalise des scores jusqu'à 10 points supérieurs en ville n'est en soi pas un événement inédit au regard des élections passées. La surprise vient du report important d'une partie de l'électorat qui votait pour l'UMP-LR sur la liste menée par Nathalie Loiseau, comme en témoignent les scores obtenus par la liste LREM dans les arrondissements de l'Ouest parisien : 46,5 % dans le VII<sup>e</sup> arrondissement, 47,2 % dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement, 46,1 % dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement, 39,9 % dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement. Dans ces mêmes arrondissements, la liste LR réalise elle aussi des scores plus élevés qu'au niveau national : 21,7 % dans le VII<sup>e</sup> arrondissement, 19,4 % dans le VIII<sup>e</sup> arrondissement, 24,2 % dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement et 15 % dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement. Toutefois, cette liste LR ne bénéficie plus de sa position de « force centrale » lui permettant de rassembler une part majoritaire des voix métropolitaines. À l'exception de Paris, la liste LR arrive derrière celle du Rassemblement national (RN) dans les villes étudiées. À Paris, malgré un score faible de 10,2 %, la liste LR se maintient en troisième position. À Bordeaux, elle arrive en quatrième position ; à Strasbourg, en cinquième position ; à Toulouse et à Grenoble, en sixième position. Le plus grand décrochage pour la liste LR est cependant à Marseille où, avec 8,3 %, elle obtient moins que la moyenne

nationale, alors que l'UMP y avait toujours obtenu des scores supérieurs à la moyenne nationale. Le RN réalise une percée importante à Marseille avec un score de 3 points supérieurs à la moyenne nationale.

Alors qu'après le dernier scrutin européen certains commentateurs ont pu penser que la droite était désormais incarnée par Emmanuel Macron, la question de l'avenir d'une droite métropolitaine indépendante de LREM peut légitimement se poser. Le décrochage de la droite dans les grandes villes est fortement lié à l'évolution de la perception des métropolitains au cours des vingt dernières années. Dans un premier temps, l'idée s'est répandue chez les cadres et élus de la droite républicaine qu'ils étaient en décrochage auprès de l'électorat des métropoles. Les victoires des listes d'union de la gauche lors des municipales de 2001 et 2008 ont en effet contribué à imposer la perception d'une mutation sociologique en métropole favorable aux socialistes. La montée en puissance du concept de « bobo », porté par le discours politique et médiatique, est venue accentuer cette perception. Dès lors, une des préoccupations de la droite urbaine à l'occasion des scrutins locaux a été de se « boboïser » et de se « dédroitiser ». Lors de la campagne des municipales à Paris, l'une des principales qualités attribuées à la candidate de l'UMP, Nathalie Kosciusko-Morizet, était son « profil bobo-compatible<sup>21</sup> ». Elle-même a toujours pris ses distances avec le terme de « droite », se présentant d'abord comme la « candidate de l'alternance » et s'efforçant de donner des gages au centre : « J'ai fait un choix, au printemps dernier, je l'ai dit aux Parisiennes et aux Parisiens au moment de la primaire lors de laquelle ils m'ont choisie comme candidate de l'alternance : je veux le renouvellement et l'unité dès le premier tour avec les centristes. Je veux des listes qui aillent au-delà des frontières des partis politiques<sup>22</sup>. »

21. Gaëlle Macke, « Comment NKM veut conquérir Paris », *challenges.fr*, 1<sup>er</sup> novembre 2013 ([www.challenges.fr/economie/comment-nkm-veut-conquerir-paris\\_182719](http://www.challenges.fr/economie/comment-nkm-veut-conquerir-paris_182719)).

22. Cité in « Municipales à Paris : NKM assume la composition de ses listes », *lesechos.fr*, 8 janvier 2014 ([www.lesechos.fr/2014/01/municipales-a-paris-nkm-assume-la-composition-de-ses-listes-287249](http://www.lesechos.fr/2014/01/municipales-a-paris-nkm-assume-la-composition-de-ses-listes-287249)).

## Y a-t-il une droite des villes et une droite des champs ?

Contrairement à une idée préconçue qui voudrait que la « droite des villes » soit plus « centriste » que la « droite des champs », la primaire de la droite et du centre, organisée les 20 et 27 novembre 2016, a bénéficié aux candidats d'une droite affirmée. À Paris, François Fillon obtient près de 42 % dès le premier tour, soit sensiblement le même résultat que le cumul des résultats des partisans d'une droite centriste, Alain Juppé, Nathalie Kosciusko-Morizet et Bruno Le Maire. Il faut ajouter à cela le fait qu'il y a probablement eu une participation importante de l'électorat de gauche à ce scrutin à Paris. Plusieurs éléments semblent accréditer cette hypothèse. D'abord le fait que le nombre de votants à la primaire à Paris correspond au total de l'ensemble des voix de droite au premier tour des municipales de 2014, alors que cette proportion est très inférieure au niveau national (4 millions de votants, contre 10 millions de voix pour la droite aux municipales de 2014). En outre, la répartition entre les votes Fillon et Juppé à Paris, dans certains arrondissements, comme le IV<sup>e</sup> ou le IX<sup>e</sup>, correspond exactement à l'équilibre gauche-droite des dernières élections municipales, ce qui laisse penser que le vote de gauche a provoqué un rééquilibrage de ce scrutin : dans le IV<sup>e</sup> arrondissement, François Fillon obtient 49 % et Alain Juppé 51 %. Pour mémoire, aux dernières municipales, la liste de gauche avait obtenu 50,3 % des voix et la liste de droite 49,7 %. Dans le IX<sup>e</sup> arrondissement, François Fillon obtient 50,3 % et Alain Juppé 49,7 %. Lors des précédentes municipales, la liste de droite avait obtenu 50,4 % des voix et la liste de gauche 49,6 %. S'il est impossible d'évaluer l'impact réel de la participation de l'électorat de gauche à ce scrutin, il est malgré tout très probable que la « ligne Fillon » ait été plus largement majoritaire que le résultat de la primaire le laisse supposer. Quoi qu'il en soit, Bordeaux mis à part, François Fillon arrive en tête au premier tour de la primaire dans cinq des six villes étudiées.

La primaire de 2016 montre également une mobilisation plus forte des villes par rapport au reste du territoire. À Paris, le corps électoral de la primaire de la droite et du centre correspond à 38 % des votants du premier tour des élections municipales de 2014. À Bordeaux, c'est près de 35 % ; à Toulouse, près de 22 % ; à Grenoble, près de 19 % (contre près de 15 % au niveau national). Au final, la primaire de 2016 n'a pas dessiné une droite des villes juppéiste *versus* une droite rurale filloniste. Elle a confirmé le fort intérêt politique de l'électorat urbain ainsi qu'une droite urbaine qui pèse et revendique des valeurs de droite affirmée.

## Résultats de la primaire de la droite et du centre en 2016

Commune	Nombre de votants	Nombre de votants au 1 <sup>er</sup> tour des municipales de 2014	% des votants au 1 <sup>er</sup> tour des dernières municipales ayant voté à la primaire	Nombre de voix de droite au 1 <sup>er</sup> tour des municipales de 2014	François Fillon	Nicolas Sarkozy	Alain Juppé	Total Alain Juppé + Nathalie Kosciusko Morizet + Bruno Le Maire
<b>Premier tour</b>					<b>Premier tour</b>			
PARIS	264 485	696 587	38	286 314	41,8 %	13,7 %	36,8 %	42,6 %
BORDEAUX	26 888	77 598	34,7	48 617	26,7 %	9 %	59,9 %	62,5 %
MARSEILLE	48 986	262 900	18,6	93 132	38,7 %	30,1 %	24,6 %	29,2 %
TOULOUSE	23 401	132 909	17,6	52 737	36,7 %	16,6 %	33 %	33,7 %
STRASBOURG	15 774	72 466	21,8	28 775	42,1 %	16,1 %	35,2 %	40,2 %
GRENOBLE	8 668	45 806	18,9	12 541	39,2 %	17,1 %	36 %	41,9 %
FRANCE	4 288 214	29 088 710	14,7	10 201 821	44 %	20,7 %	28,6 %	33,5 %
<b>Deuxième tour</b>					<b>Deuxième tour</b>			
PARIS	268 031	590 929	45,4	252 512	54,7 %	-	45,1 %	-
BORDEAUX	42 028	Pas de 2 <sup>ème</sup> tour	Pas de 2 <sup>ème</sup> tour	Pas de 2 <sup>ème</sup> tour	33,4 %	-	66,4 %	-
MARSEILLE	48 152	236 545	20,4	96 813	66,6 %	-	32,7 %	-
TOULOUSE	51 065	146 783	34,8	73 708	60,9 %	-	38,9 %	-
STRASBOURG	21 606	79 821	27,1	35 114	59,9 %	-	39,9 %	-
GRENOBLE	18 753	44 703	42	117 95	60,6 %	-	39,2 %	-
FRANCE	4 404 812	11 393 554	38,7	4 567 296	66,3 %	-	33,4 %	-

Source : LCI.fr et ministère de l'Intérieur, France (interieur.gov.fr)

Se sentant à la fois décrocher en milieu métropolitain, au profit du Parti socialiste, et dans les territoires ruraux et périurbains, au profit du Front national, l'UMP a cherché une nouvelle grille de lecture lui permettant de se repositionner dans le paysage politique. C'est ainsi qu'au cours de la campagne présidentielle de 2012, les travaux de Christophe Guilluy sont devenus déterminants dans la réorientation idéologique de l'UMP<sup>23</sup>. Ils ont contribué à imposer l'idée d'une fracture irrémédiable entre les villes et les territoires ruraux et périphériques, et achevé de convaincre la droite qu'il fallait choisir : être forte dans les métropoles ou dans la France périphérique ; reconquérir l'électorat parti au centre gauche ou celui parti au Front national.

23. Voir Grégoire Biseau, « Le livre de gauche qui inspire la droite », liberation.fr, 30 mars 2012 ([www.liberation.fr/france/2012/03/30/le-livre-de-gauche-qui-inspire-la-droite\\_806919](http://www.liberation.fr/france/2012/03/30/le-livre-de-gauche-qui-inspire-la-droite_806919)).

Considérant que les métropoles lui devenaient défavorables, alors même que l'analyse des résultats électoraux fait état d'une situation plus nuancée, l'UMP puis LR ont commencé à réorienter leur discours en direction des populations rurales et périurbaines. Sans doute, le volet très libéral du programme de François Fillon lors de la primaire de 2016 a donné des gages suffisants à l'électorat urbain. Cependant, à la suite des défaites de 2017, LR a accentué sa logique de partition territoriale. À l'automne 2017, le député LR Guillaume Peltier a ainsi publié une tribune s'inspirant fortement d'expressions de Christophe Guilluy : « Les enfants gâtés de l'ultralibéralisme, pour leur part, tentent d'imposer leur vision du monde : un modèle individualiste, ultraconsommériste, négateur de notre histoire et de notre exception culturelle, vénérant San Francisco mais ne sachant pas situer Châteauroux ou Montauban, prônant l'ouverture mais érigeant des ghettos aux remparts invisibles, symboliques ou financiers ; un modèle de la métropole mondialisée ressuscitant des petites féodalités<sup>24</sup>. » Par la suite, le mécontentement autour de la baisse de la limitation de la vitesse automobile de 90 à 80 km/h sur les routes nationales, d'abord, puis autour de la hausse du carburant, ensuite, a poussé LR à accentuer ce positionnement. Ainsi, en avril 2018, le président de LR, Laurent Wauquiez, voyait dans l'instauration de la limitation de vitesse à 80 km/h une mesure « symbolique de l'approche du gouvernement et d'Emmanuel Macron, technocratiques et parisiens », ajoutant : « On a l'impression qu'ils pensent que tout le monde va travailler en métro et que nos enfants vont à l'école en Uber<sup>25</sup>. »

Le problème de la réorientation du discours de l'UMP puis de LR est, d'une part, qu'elle s'appuie sur une vision d'opposition sociale et territoriale contestable – la première partie de cette note s'efforce de le montrer – et, d'autre part, que cette vision est portée par une logique marxiste. La défense des populations rurales et périurbaines, « dominées », n'a pu se faire qu'au prix d'une dénonciation des populations métropolitaines, « dominantes ». Analyser la gentrification comme un phénomène qui existe et tend à modifier la composition sociologique des métropoles est totalement légitime, mais considérer que les gentrificateurs sont des dominants qui imposent leur violence de classe est contestable. Sur la même période, une partie du Parti socialiste a adopté le même discours dans un objectif de reconquête de l'électorat ouvrier. Ainsi, les métropolitains, désignés sous l'appellation floue et péjorative de « bobos », sont devenus la cible privilégiée des deux partis qui se partageaient le pouvoir. Par conséquent, dès lors qu'une nouvelle offre politique est apparue et a tendu les bras aux métropolitains, le transfert électoral s'est fait naturellement

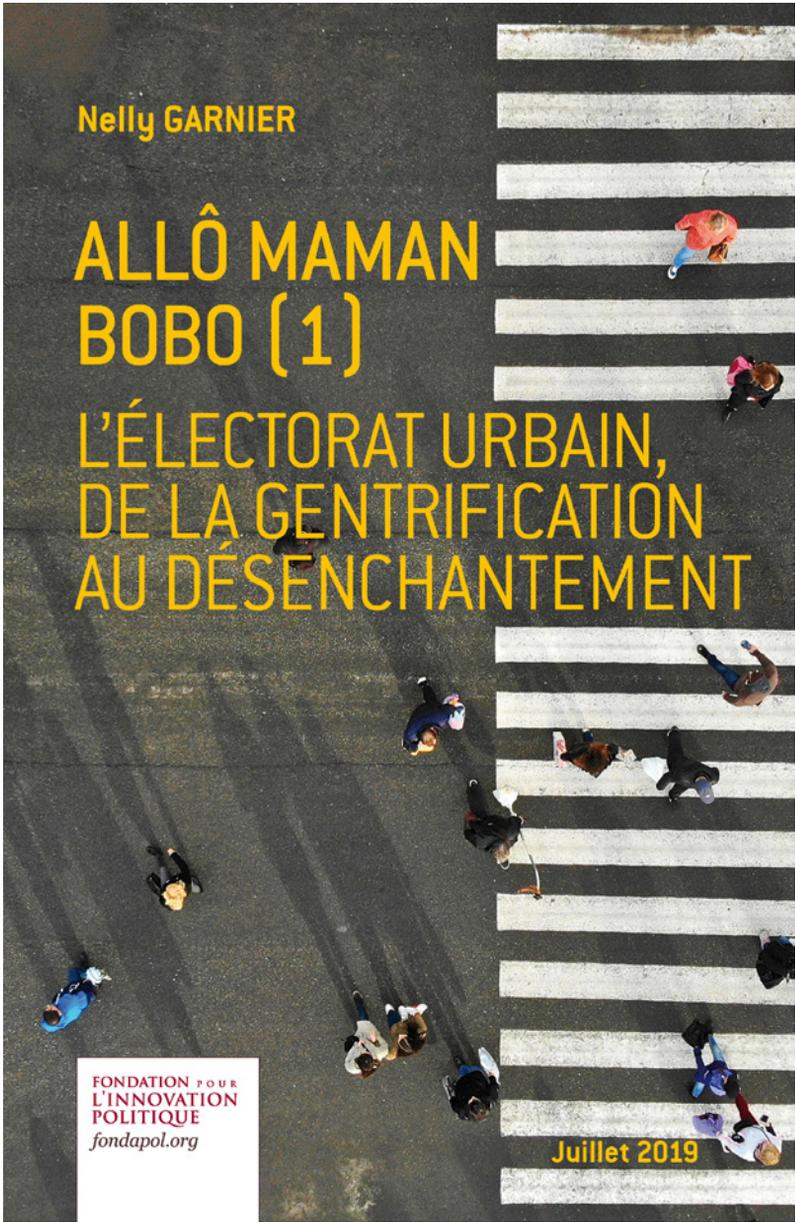
24. Guillaume Peltier, « Nos provinces, une chance pour la France ! », Le Figaro, 8 novembre 2017 [<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2017/11/08/31001-20171108ARTFIG00224-guillaume-peltier-nos-provinces-une-chance-pour-la-france.php>].

25. Cité in « Pour Wauquiez, la limitation à 80 km/h est une "absurdité" », lefigaro.fr, 21 avril 2018 [[www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/04/21/97001-20180421FILWWW0065-pour-wauquiez-la-limitation-a-80kmh-est-une-absurdite.php](http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/04/21/97001-20180421FILWWW0065-pour-wauquiez-la-limitation-a-80kmh-est-une-absurdite.php)].

et extrêmement rapidement. En accentuant l'opposition ville *versus* périphérie, gagnants *versus* perdants de la mondialisation, progressistes *versus* populistes, l'UMP puis LR ont contribué eux-mêmes à leur affaiblissement. LREM et le RN se construisent l'un et l'autre sur cette partition et se renforcent mutuellement de cette opposition sociale et géographique. À l'inverse, Les Républicains ont perdu leur ancrage dans les villes et les territoires dynamiques économiquement en croyant pouvoir conquérir une France périphérique qu'ils n'ont pas su convaincre. En adoptant cette vision binaire de la société française, Les Républicains ont contribué à renforcer une bipartition du paysage politique au sein de laquelle il leur est très difficile de trouver leur place.

L'analyse du « malaise métropolitain » montre les limites de l'opposition entre des métropoles gagnantes et des territoires relégués, devenue un lieu commun du discours médiatique et politique et qui sous-tend idéologiquement l'affrontement électoral entre LREM et le RN. En réalité, si les grandes villes bénéficient d'un fort dynamisme économique, elles n'en restent pas moins traversées par de nombreuses failles. Depuis 2001, la population métropolitaine a considérablement évolué. Son sentiment d'insécurité et son sentiment de déclassement sont allés croissants. À force de ne voir dans les métropoles que des territoires gagnants de la mondialisation, on a trop vite considéré qu'elles ne méritaient pas d'action politique. La gauche plurielle qui pouvait paraître davantage en phase avec les aspirations des métropolitains au début des années 2000 – en matière de mobilité, de démocratie participative, d'offre culturelle – est aujourd'hui en décalage sur un certain nombre de thématiques, en témoigne sa tentative de se positionner sur des thématiques sécuritaires. La droite, qui souffrait principalement de son décalage sociologique croissant avec les nouvelles populations des grandes villes, redevient audible sur de grandes problématiques émergentes : le sentiment de déclassement, le besoin de sécurité, le besoin de fermeté face à la montée des communautarismes, le besoin de retrouver des limites et des repères, le besoin d'accompagner des familles qui se sentent fragilisées. Quant aux marcheurs, au-delà de leur proximité sociologique avec l'électorat métropolitain, ils ne sont pas encore identifiés sur des axes programmatiques, surtout au niveau local.





Nelly GARNIER

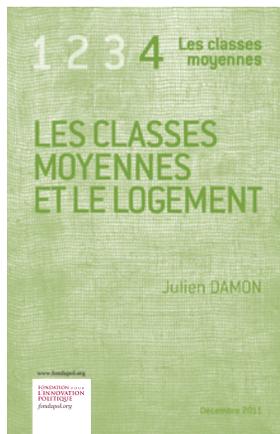
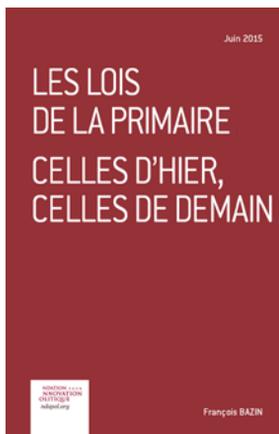
# ALLÔ MAMAN BOBO (1)

## L'ÉLECTORAT URBAIN, DE LA GENTRIFICATION AU DÉSENCHANTEMENT

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

Juillet 2019

*Allô maman bobo (1)*  
*L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement*  
Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages



*Villes et voitures : pour une réconciliation*  
Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

*Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain*  
François Bazin, juin 2015, 48 pages

*Les transports et le financement de la mobilité*  
Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

*Numérique et mobilité : impacts et synergies*  
Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

*Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes*  
Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

*Les classes moyennes et le logement*  
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages



*Démocraties sous tension*

Sous la direction de Dominique Reynié

Coffret en deux volumes, 276 pages, 25€, disponible sur [fondapol.org](http://fondapol.org)



*Democracies Under Pressure*

Edited by Dominique Reynié

Box in two volumes, 276 pages, 25€, all results available on [fondapol.org/en](http://fondapol.org/en)



# NOS PUBLICATIONS

***L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante***

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

***Démocraties sous tension***

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,  
volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages  
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

***La longue gouvernance de Poutine***

Vladislav Sourkov, mai 2019, 52 pages

***Politique du handicap : pour une société inclusive***

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

***Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF***

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

***Un an de populisme italien***

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

***Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste***

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

***Une civilisation électrique (2) Vers le réenchantement***

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

***Une civilisation électrique (1) Un siècle de transformations***

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

***Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention***

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

***Vers une société post-carbone***

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

***Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique***

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

***L'Opinion européenne en 2018***

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B / collection Lignes de Repères,  
janvier 2019, 176 pages

***La contestation animaliste radicale***

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

***Le numérique au secours de la santé***

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

***Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise***

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

***Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe***

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

***La crise orthodoxe (2) Les convulsions, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours***

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

***La crise orthodoxe (1) Les fondations, des origines au XIX<sup>e</sup> siècle***

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

***La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance***

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

***Le christianisme et la modernité européenne (2)******Comprendre le retour de l'institution religieuse***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

***Le christianisme et la modernité européenne (1)******Récuser le déni***

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

***Commerce illicite de cigarettes :******Les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins***

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

***L'avenir de l'hydroélectricité***

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

***Retraites : Leçons des réformes italiennes***

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

***Les géants du numérique (2) : Un frein à l'innovation ?***

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

***Les géants du numérique (1) : Magnats de la finance***

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

***L'intelligence artificielle en Chine : Un état des lieux***

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

***Alternative für Deutschland : Établissement électoral***

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

***Les Français jugent leur système de retraite***

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

***Migrations : La France singulière***

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

***La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan***

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

***Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...***

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

***Les "Démocrates de Suède" : un vote anti-immigration***

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

***Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?***

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

***Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?***

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

***Éthiques de l'immigration***

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

***Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)***

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

***Villes et voitures : pour une réconciliation***

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

**France : Combattre la pauvreté des enfants**  
Julien Damon, mai 2018, 48 pages

**Que pèsent les syndicats ?**  
Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

**L'Élan de la Francophonie : Pour une ambition française [2]**  
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

**L'Élan de la Francophonie : Une communauté de langue et de destin [1]**  
Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

**L'Italie aux urnes**  
Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

**L'Intelligence artificielle : L'expertise partout Accessible à tous**  
Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

**L'innovation à l'ère du bien commun**  
Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

**Libérer l'islam de l'islamisme**  
Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

**Gouverner le religieux dans un état laïc**  
Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

**Innovation politique 2017 [Tome 2]**  
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

**Innovation politique 2017 [Tome 1]**  
Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

**Une « norme intelligente » au service de la réforme**  
Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

**Autriche : virage à droite**  
Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

**Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage**  
Faÿçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

**Où va la démocratie ?**  
Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

**Violence antisémite en Europe 2005-2015**  
Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

**Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne**  
Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

**Marché du travail : pour la réforme !**  
Faÿçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

**Le fact-checking : Une réponse à la crise de l'information et de la démocratie**  
Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

**Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés**  
Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

**France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances**  
Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

**Dettes publiques : la mesurer, la réduire**  
Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

***Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière***

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

***Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle***

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

***Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée***

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

***Porno addiction : nouvel enjeu de société***

David Reynié, mars 2017, 48 pages

***Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [2]***

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

***Calais : miroir français de la crise migratoire européenne [1]***

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

***L'actif épargne logement***

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

***Réformer : quel discours pour convaincre ?***

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

***De l'assurance maladie à l'assurance santé***

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

***Hôpital : libérer l'innovation***

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

***Le Front national face à l'obstacle du second tour***

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

***La République des entrepreneurs***

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

***Des startups d'État à l'État plateforme***

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

***Vers la souveraineté numérique***

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

***Repenser notre politique commerciale***

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

***Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté***

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

***L'Autriche des populistes***

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

***L'Europe face aux défis du pétro-solaire***

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

***Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN***

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

***Innovation politique 2016***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

***Le nouveau monde de l'automobile [2] : Les promesses de la mobilité électrique***

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

***Le nouveau monde de l'automobile [1] : l'impasse du moteur à explosion***

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

*L'Opinion européenne en 2016*  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

*L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX<sup>e</sup> siècle)*  
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

*L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX<sup>e</sup> siècle)*  
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

*Refonder l'audiovisuel public.*  
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

*La concurrence au défi du numérique*  
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

*Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité*  
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

*Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle*  
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

*La blockchain, ou la confiance distribuée*  
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

*La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)*  
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

*Gouverner pour réformer : Éléments de méthode*  
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

*Les zadistes (2) : la tentation de la violence*  
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

*Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme*  
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

*Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés*  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

*Régionales (1) : vote FN et attentats*  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

*Un droit pour l'innovation et la croissance*  
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

*Le lobbying : outil démocratique*  
Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

*Valeurs d'islam*  
Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF,  
janvier 2016, 432 pages

*Chiïtes et sunnites : paix impossible ?*  
Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

*Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme*  
Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

*Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels*  
Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

*L'Opinion européenne en 2015*  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

*La noopolitique : le pouvoir de la connaissance*  
Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

***Innovation politique 2015***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

***Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant***

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

***Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois***

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

***PME : nouveaux modes de financement***

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

***Vive l'automobilisme ! (2) Pourquoi il faut défendre la route***

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

***Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale***

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

***Crise de la conscience arabo-musulmane***

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

***Départementales de mars 2015 (3) : le second tour***

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

***Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour***

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

***Départementales de mars 2015 (1) : le contexte***

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

***Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »***

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

***Politique économique : l'enjeu franco-allemand***

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

***Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.***

François Bazin, juin 2015, 48 pages

***Économie de la connaissance***

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

***Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique***

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

***Unir pour agir : un programme pour la croissance***

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

***Nouvelle entreprise et valeur humaine***

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

***Les transports et le financement de la mobilité***

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

***Numérique et mobilité : impacts et synergies***

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

***Islam et démocratie : face à la modernité***

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

***Islam et démocratie : les fondements***

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

***Les femmes et l'islam : une vision réformiste***

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

### ***Éducation et islam***

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

### ***Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?***

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

### ***L'islam et les valeurs de la République***

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

### ***Islam et contrat social***

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

### ***Le soufisme : spiritualité et citoyenneté***

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

### ***L'humanisme et l'humanité en islam***

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

### ***Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?***

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

### ***Coran, clés de lecture***

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

### ***Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité***

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

### ***Mémoires à venir***

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

### ***La classe moyenne américaine en voie d'effritement***

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

### ***Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes***

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

### ***L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages***

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

### ***La politique de concurrence : un atout pour notre industrie***

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

### ***Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton***

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

### ***Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes***

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

### ***Innovation politique 2014***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

### ***Énergie-climat : pour une politique efficace***

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

### ***L'urbanisation du monde. Une chance pour la France***

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

### ***Que peut-on demander à la politique monétaire ?***

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

### ***Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014***

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

### ***Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France***

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

***L'Opinion européenne en 2014***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

***Taxer mieux, gagner plus***

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

***L'État innovant (2) : Diversifier la haute administration***

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

***L'État innovant (1) : Renforcer les think tanks***

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

***Pour un new deal fiscal***

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

***Faire cesser la mendicité avec enfants***

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

***Le low cost, une révolution économique et démocratique***

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

***Un accès équitable aux thérapies contre le cancer***

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

***Réformer le statut des enseignants***

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

***Un outil de finance sociale : les social impact bonds***

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

***Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance***

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

***Les valeurs des Franciliens***

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

***Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec***

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

***Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées***

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

***L'Opinion européenne en 2013***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

***La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique***

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

***Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs***

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

***La mobilité : travailler, vivre autrement***

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

***LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie***

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

***Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France***

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

***Les classes moyennes dans les pays émergents***

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

***Innovation politique 2013***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

***Relancer notre industrie par les robots [2] : les stratégies***

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

***Relancer notre industrie par les robots [1] : les enjeux***

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

***La compétitivité passe aussi par la fiscalité***

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

***Une autre politique monétaire pour résoudre la crise***

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

***La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?***

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

***Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...***

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

***Youth and Sustainable Development***

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

***La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité***

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

***Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure***

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

***Libérer le financement de l'économie***

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

***L'épargne au service du logement social***

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

***L'Opinion européenne en 2012***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

***Valeurs partagées***

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

***Les droites en Europe***

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

***Innovation politique 2012***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

***L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité***

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

***Politique énergétique française [2] : les stratégies***

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

***Politique énergétique française [1] : les enjeux***

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

***Révolution des valeurs et mondialisation***

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

***Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?***

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

- La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser***  
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages
- L'hospitalité : une éthique du soin***  
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages
- 12 idées pour 2012***  
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages
- Les classes moyennes et le logement***  
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages
- Réformer la santé : trois propositions***  
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages
- Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008***  
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages
- La responsabilité***  
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages
- Le vote des classes moyennes***  
Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages
- La compétitivité par la qualité***  
Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages
- Les classes moyennes et le crédit***  
Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages
- Portrait des classes moyennes***  
Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages
- Morale, éthique, déontologie***  
Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages
- Sortir du communisme, changer d'époque***  
Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages
- L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?***  
Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages
- La jeunesse du monde***  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages
- Pouvoir d'achat : une politique***  
Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages
- La liberté religieuse***  
Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages
- Réduire notre dette publique***  
Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages
- Écologie et libéralisme***  
Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages
- Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies***  
Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages
- Contester les technosciences : leurs raisons***  
Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages
- Contester les technosciences : leurs réseaux***  
Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

***La fraternité***

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

***La transformation numérique au service de la croissance***

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

***L'engagement***

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

***Liberté, Égalité, Fraternité***

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

***Quelle industrie pour la défense française ?***

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

***La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise***

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

***La religion dans les affaires : la finance islamique***

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

***Où en est la droite ? L'Allemagne***

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

***Où en est la droite ? La Slovaquie***

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

***Qui détient la dette publique ?***

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

***Le principe de précaution dans le monde***

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

***Comprendre le Tea Party***

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

***Où en est la droite ? Les Pays-Bas***

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

***Productivité agricole et qualité des eaux***

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

***L'Eau : du volume à la valeur***

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

***Eau : comment traiter les micropolluants ?***

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

***Eau : défis mondiaux, perspectives françaises***

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

***L'irrigation pour une agriculture durable***

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

***Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles***

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

***Où en est la droite ? L'Autriche***

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

***La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat***

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

***Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro***

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

**2011, la jeunesse du monde**

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

**L'Opinion européenne en 2011**

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

**Administration 2.0**

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

**Où en est la droite ? La Bulgarie**

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

**Le retour du tirage au sort en politique**

Gil Delannoï, décembre 2010, 38 pages

**La compétence morale du peuple**

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

**L'Académie au pays du capital**

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

**Pour une nouvelle politique agricole commune**

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

**Sécurité alimentaire : un enjeu global**

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

**Les vertus cachées du low cost aérien**

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

**Innovation politique 2011**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

**Défense : surmonter l'impasse budgétaire**

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

**Où en est la droite ? L'Espagne**

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

**Les vertus de la concurrence**

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

**Internet, politique et coproduction citoyenne**

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

**Où en est la droite ? La Pologne**

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

**Où en est la droite ? La Suède et le Danemark**

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

**Quel policier dans notre société ?**

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

**Où en est la droite ? L'Italie**

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

**Crise bancaire, dette publique : une vue allemande**

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

**Dette publique, inquiétude publique**

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

- Une régulation bancaire pour une croissance durable***  
Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages
- Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole***  
Pascal Perri, mai 2010, 32 pages
- Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?***  
Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages
- L'Opinion européenne en 2010***  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages
- Pays-Bas : la tentation populiste***  
Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages
- Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat***  
Pascal Perri, avril 2010, 30 pages
- Où en est la droite ? La Grande-Bretagne***  
David Hanley, avril 2010, 34 pages
- Renforcer le rôle économique des régions***  
Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages
- Réduire la dette grâce à la Constitution***  
Jacques Delpla, février 2010, 54 pages
- Stratégie pour une réduction de la dette publique française***  
Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages
- Iran : une révolution civile ?***  
Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages
- Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre***  
Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages
- Agir pour la croissance verte***  
Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages
- L'économie allemande à la veille des législatives de 2009***  
Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages
- Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France***  
Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages
- Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après***  
Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages
- L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française***  
Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages
- La politique européenne de développement : Une réponse à la crise de la mondialisation ?***  
Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages
- La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo.***  
Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson  
David Bonneau, mai 2009, 20 pages

***La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi***

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

***Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme***

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

***Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?***

***Une question de justice sociale et un problème démocratique***

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

***La réforme de l'enseignement supérieur en Australie***

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

***Les réformes face au conflit social***

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

***L'Opinion européenne en 2009***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

***Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?***

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

***Stratégie européenne pour la croissance verte***

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur [fondapol.org](http://fondapol.org)

## SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

*Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.*

### **Vous êtes une entreprise, un organisme, une association**

Avantage fiscal :  **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

### **Vous êtes un particulier**

Avantages fiscaux :  **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable** (report possible durant 5 ans);  **au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.**

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

**contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 [anne.flambert@fondapol.org](mailto:anne.flambert@fondapol.org)**





# ALLÔ MAMAN BOBO (2) L'ÉLECTORAT URBAIN, DE LA GENTRIFICATION AU DÉSENCHANTEMENT

Par Nelly GARNIER

L'habitant des métropoles nourrit tant de fantasmes politiques qu'on ne sait plus quels traits lui donner. Est-il cet intellectuel de gauche assis à la terrasse du Flore ou ce *hipster* barbu et vegan qui se rend chaque matin dans son espace de coworking ? Les familles ont-elles réellement déserté les centres urbains ? Qui sont ces Français qui s'accrochent coûte que coûte à l'hypercentre ? Sont-ils unanimement acquis aux valeurs de la gauche et du progressisme au point qu'il convient pour certains partis d'abandonner les villes ? Pour répondre à ces questions, il faut s'extraire des discours idéologiques pour revenir aux données objectives, sociodémographiques et électorales existantes. Les différentes infographies réalisées à partir de ces données dressent un portrait de l'habitant des métropoles bien différent des caricatures qui ont pu en être faites, notamment d'un point de vue électoral. Si lors des bascules électorales de 2001 et 2008, le Parti socialiste a été vu comme le parti des grandes villes, aujourd'hui c'est LREM qui semble être le nouveau parti des métropolitains. Dans ce contexte, il convient de se demander s'il existe toujours un espace pour une droite urbaine indépendante de LREM. Nous verrons que c'est en amplifiant l'opposition ville/périphérie, gagnants/perdants de la mondialisation, progressistes/populistes, que l'UMP puis Les Républicains ont contribué à leur propre affaiblissement.

## Les médias

[fondapol.tv](http://fondapol.tv)

**ГРОП ЛИБРАЕ**  
Une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO  
TECHNIE**  
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

## Les données en open data

[data.fondapol.org](http://data.fondapol.org)



## Le site internet

[fondapol.org](http://fondapol.org)



9782364081994

ISBN : 978 2 36408 199 4

5€